

# Bulletin du RCHTQ

Regroupement des chercheurs-chercheuses en  
histoire des travailleurs et travailleuses du Québec

---



Le *Bulletin du Regroupement des chercheurs-chercheuses en histoire des travailleurs et travailleuses du Québec* (RCHTQ) est publié deux fois l'an. Fondé en 1972 par un noyau de chercheurs intéressés à développer l'histoire ouvrière, le RCHTQ publie son *Bulletin* depuis 1974.

Conseil d'administration :

- Jacques Rouillard (président)
- Jean-Claude Dionne (secrétaire-trésorier)
- Éric Leroux (responsable de l'édition du Bulletin). Remerciements à Magali Bochet qui s'est chargée de la mise en page du Bulletin.
- Martin Petitclerc (conseiller)

Abonnement : (2 numéros par année) :

- Individu : \$ 20.00
- Institution canadienne : \$ 25.00
- Institution étrangère : \$ 30.00

Les anciens numéros sont disponibles au coût de \$ 10.00 le numéro.

Paiement par chèque au nom du RCHTQ :

Adresse : RCHTQ  
Département d'histoire  
Université de Montréal,  
C.P. 6128, succursale Centre-Ville  
Montréal, H3C 3J7.

Envoi de manuscrit, d'information ou d'annonce d'évènement : la même adresse.

Site internet : <http://www.rchtq.com/>

Les anciens numéros du *Bulletin* de 1974 à 2011 sont accessibles sur le site du RCHTQ.

**Image de la page couverture :** BAC, RG24 4472, One Big Union, Montréal, 1920.  
Autocollant « papillon ».

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Canada  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 1187-6484

---

**Volume 40, numéro 2 (100), automne 2014**

---

**ARTICLES**

Mathieu Houle-Courcelles

« Une grande union pour tous les travailleurs » :  
les premiers pas de la One Big Union à Montréal (1919-1921) ..... 4

Mathieu Cordeau

L'âge d'or du Service forestier  
de l'Union catholique des cultivateurs, 1951-1970 ..... 44

**HISTOIRE ORALE**

Vimeo

Les trois premiers fronts communs de la CSN ..... 57

**ARCHIVES**

Jacques Desmarais

Inventaire des fonds d'archives portant sur le syndicalisme québécois  
(version 2015) ..... 58

# « Une grande union pour tous les travailleurs » : les premiers pas de la One Big Union à Montréal (1919-1921)

---

**Mathieu Houle-Courcelles**

Doctorant en histoire  
Université Laval – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

---

À plusieurs égards, la fin de la Première Guerre mondiale et le début de l'entre-deux-guerres sont des moments déterminants dans l'évolution du mouvement ouvrier au 20<sup>e</sup> siècle. À travers le monde, on assiste à une radicalisation des luttes menées par les travailleurs. C'est une période de remise en cause du système capitaliste et de ses institutions, alimentée par la révolution d'Octobre en Russie et la révolte spartakiste en Allemagne. Au Canada, « les travailleurs aspirent à une amélioration en profondeur de leurs conditions de travail et de vie, jugeant que le sacrifice de milliers des leurs, tombés au champ de bataille au nom de la sauvegarde de la liberté, doit être récompensé par l'établissement d'une société plus juste »<sup>1</sup>. Pour une partie de la classe ouvrière, l'heure n'est plus aux changements superficiels, mais à la transformation des fondements mêmes de la société.

C'est dans ce contexte politique et social que des militants ouvriers décident de mettre sur pied une nouvelle organisation inspirée des principes du syndicalisme industriel révolutionnaire<sup>2</sup> afin de faire face à la restructuration du système capitaliste dans la période d'après-guerre<sup>3</sup>. Fondée lors d'un congrès tenu à Calgary le 13 et 14

mars 1919, la One Big Union (OBU) cherche à regrouper les travailleurs et les travailleuses dans un même syndicat afin de développer un meilleur rapport de force face au patronat. Préoccupée par l'amélioration des conditions de travail, l'OBU se caractérise néanmoins par son projet socialiste. Comme l'indique le préambule de sa constitution :

The One Big Union, therefore, seeks to organize the wage worker, not according to craft, but according to industry; according to class and class needs. We, therefore call upon all workers to organize irrespective of nationality, sex, or craft into a workers' organization, so that we may be enabled to more successfully carry on the everyday fight over wages, hours of work, etc. and prepare ourselves for the day when production for profit shall be replaced by production for use<sup>4</sup>.

Reprenant à son compte certains des mots d'ordre de la Première Internationale - « L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » - et du Manifeste du Parti communiste - « Travailleurs du monde, unissez-vous » -, l'OBU cherche à développer une solidarité

de classe<sup>5</sup> pour faire contrepoids à la concentration de plus en plus forte du Capital au sein de la société canadienne. L'OBU propose également une structure démocratique, qui donne le pouvoir aux membres du syndicat de révoquer leurs représentants à tous les échelons de l'organisation.

Si la One Big Union a fait l'objet de nombreux travaux chez les historiens du mouvement ouvrier au Canada anglais<sup>6</sup>, « it has not as often been studied intensively in specific regions »<sup>7</sup>. Ses activités au Québec ont été largement ignorées, y compris par les auteurs qui se sont attardés à l'évolution de la gauche sociale et politique pendant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle. Si plusieurs sources attestent la présence de l'OBU au Québec entre 1919 et 1929<sup>8</sup>, aucune étude n'a permis de cerner avec précision les résultats de cette stratégie d'implantation, ni ce qui pourrait expliquer la réception obtenue par l'OBU au Québec, les débats politiques qui ont favorisé ou limité son développement ou encore l'attitude de ses militants face au travail d'organisation dans la province. Hormis les travaux de Bernard Dansereau sur le mouvement syndical montréalais entre 1918 et 1929<sup>9</sup>, on sait peu de choses sur les activités de l'OBU au Québec pendant cette période. Pourtant, il serait pertinent de connaître avec plus de précision la trajectoire de l'OBU au Québec, dans la mesure où cette organisation incarne un courant du syndicalisme qui a eu un impact important dans l'histoire du mouvement ouvrier au Canada<sup>10</sup>.

Le contexte dans lequel s'inscrit le syndicalisme au Québec – marqué,

notamment, par la présence d'un important courant d'inspiration catholique— donne aux activités de l'OBU un caractère singulier. Comment une organisation née dans l'Ouest à la faveur d'une vague de radicalisation sans précédent dans l'histoire ouvrière canadienne a-t-elle été reçue par les travailleurs au Québec? Quels appuis l'OBU a-t-elle obtenus chez les Canadiens français et auprès des différentes communautés immigrantes? Après tout, le *membership* de l'OBU dans le reste du Canada est largement constitué d'immigrants européens qui connaissent les rouages du syndicalisme industriel, mais aussi de travailleurs ayant séjourné aux États-Unis où un mouvement similaire, celui des Industrial Workers of the World (IWW), se développe dès 1905<sup>11</sup>. Qu'en est-il au Québec, tout particulièrement à Montréal, où les divisions linguistiques servent souvent de lignes de démarcation au sein de la classe ouvrière?

Grâce à l'analyse croisée de diverses sources écrites (archives et publications syndicales, presse socialiste, presse quotidienne francophone et anglophone, rapports de surveillance policière et militaire, rapports gouvernementaux), nous serons en mesure de comprendre les stratégies d'implantation du syndicat dans la province jusqu'en 1929, en nous attardant sur ses objectifs et ses moyens d'action. Notre article cherche à mettre en lumière la culture politique de l'organisation et de ses militants, ses périodes d'avancées et de reculs, de même que ses rapports parfois conflictuels avec le reste du mouvement ouvrier.

# **WORKERS OF ROSEMOUNT!**

Do you want to better your conditions  
as a class ?

Do you want to know the reason the  
present social and economic conditions are  
oppressing you ?

## **COME IN MASSES**

Sunday Eve. 8 p. m. March 21st

TO

## **Rosemount R. A. Hall**

1711 MASSON ST.

Able speakers of your own class will  
address you in French and English.

Working women specially invited.

Questions and Discussion.

BAC, RG24 4472, One Big Union, Montréal, 1920. Affiche.

## Le contexte d'après-guerre

La fin de la Première Guerre mondiale marque le début d'un processus de recomposition du mouvement ouvrier à l'échelle internationale. En Europe comme en Amérique, révolutionnaires et réformistes s'affrontent au sein des organisations syndicales, cherchant à rallier les travailleurs à leur perspective. Cette effervescence se reflète dans les débats qui agitent le Conseil des métiers et du travail du Canada (CMTC), la principale organisation syndicale au pays. En 1918, le CMTC regroupe près de 1900 unités locales affiliées à des syndicats « internationaux » établis aux États-Unis. L'organisation compte alors un peu plus de 201 000 membres, soit 80% de l'ensemble des travailleurs syndiqués au Canada<sup>12</sup>. De plus en plus d'entre eux expriment leur désaccord face au conservatisme des dirigeants syndicaux. On leur reproche notamment leur attitude ambivalente face à la conscription, leur refus de considérer d'autres modèles d'organisation que celui hérité de la Fédération américaine du travail (FAT), leur manque de combativité et le réformisme affiché dans leurs prises de position politiques. Ces divisions atteignent leur apogée lors du congrès du CMTC tenu à Québec au mois de septembre 1918. À cette occasion, les propositions de l'aile gauche du CMTC sont battues en brèche, malgré le soutien de la majorité des délégués des provinces de l'Ouest et d'une minorité des délégués provenant de l'Est<sup>13</sup>.

Plutôt que de plier l'échine, une partie des syndiqués mis en minorité lors du congrès de Québec passe à l'offensive. Le 13 mars 1919, ils se réunissent à Calgary à l'occasion de la Western Labor Conference – ou Inter-provincial Labor Conference. Les 250 délégués présents décident de lancer un référendum pancanadien afin de jeter les

assises d'une nouvelle organisation : la One Big Union (OBU)<sup>14</sup>. La consultation demande également aux syndiqués de prendre position sur la journée de travail de six heures et les moyens à prendre pour l'obtenir, notamment le déclenchement d'une grève générale. Ce « referendum on industrial organisation », qui se déroule entre le 2 avril et le 10 mai 1919, est mené par le nouveau Comité exécutif central de l'OBU et son secrétaire, Victor R. Midgley.

De manière stratégique, les délégués présents à Calgary décident de départager les votes reçus de l'Ouest de ceux de l'Est<sup>15</sup>. Pas question de laisser les directions syndicales de l'Ontario, du Québec et des Maritimes, directions largement acquises à l'exécutif du CMTC, saboter l'initiative prise par ceux qu'on appelle désormais « les radicaux de l'Ouest ».

D'après les résultats compilés au Québec par le secrétaire de l'OBU, seul le Conseil des métiers et du travail de Québec et neuf syndicats locaux répondent au référendum dans les délais prescrits<sup>16</sup>. Les membres de ces unités rejettent les deux questions référendaires à la quasi-unanimité<sup>17</sup>. Il ne faut pas en déduire pour autant que l'OBU ne compte aucun appui dans la province. Comme le souligne Craig Heron, les résultats obtenus au Québec (et en Ontario) sont difficiles à interpréter : « Because unions in these regions generally refused to hold referendums on secession, it is impossible to gauge the precise amount of support for the OBU »<sup>18</sup>. L'hostilité des dirigeants syndicaux du Québec face à l'initiative de leurs confrères de l'Ouest est manifeste. *Le Monde ouvrier*, le bulletin bilingue du Conseil des métiers et du travail de Montréal (CMTM), rapporte en ces termes la conférence de Calgary : « While there is no room to doubt that the "One Big Union" idea was moved, there is every

reason to doubt that the suggestion was enthusiastically received. At the very best the action can only be regarded as a "fooler" »<sup>19</sup>. Le rédacteur anonyme du bulletin associe même la scission à un sentiment réactionnaire et isolationniste, qui va à l'encontre de l'internationalisme et de l'anti-impérialisme du mouvement ouvrier contemporain, incarné par l'affiliation de la majorité des syndicats canadiens à la FAT<sup>20</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mai 1919, le CMTM rejette officiellement l'adhésion à la One Big Union à la suite d'un rapport de son conseil exécutif, sans que les membres des syndicats affiliés ne soient directement consultés. Seuls trois délégués sur soixante-quatorze votent en faveur, dont deux de l'Association internationale des machinistes, mieux connue comme l'International Association of Machinists ou IAM. Par ce vote, le CMTM « réitère son inébranlable volonté de rester fidèle au mouvement trade-unioniste international et se prononce catégoriquement contre le mouvement dit "One Big Union", comme étant contraire aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière »<sup>21</sup>. L'initiative des « radicaux de l'Ouest » est associée à « un acte de folie » par *Le Monde ouvrier*<sup>22</sup>. Dans les semaines qui suivent, bon nombre de syndicats locaux affiliés au CMTM adoptent des résolutions réitérant leur adhésion à la FAT<sup>23</sup>.

Malgré ces ratés, le secrétariat de l'OBU reçoit un certain nombre de demandes d'information de la part de syndicats locaux du Québec, demandes qui témoignent d'un intérêt parmi les organisations ouvrières allant au-delà des frontières ethniques et de la condamnation du radicalisme de l'Ouest. Des travailleurs du rail de Ste-Hélène-de-Bagot<sup>24</sup>, de Rosemont<sup>25</sup>, de Maisonneuve<sup>26</sup>, de Pointe-Saint-Charles<sup>27</sup> et des cigariers de la Union Local de Torcedores de Habano de

Montréal<sup>28</sup> débattent des revendications de la One Big Union et s'interrogent sur les avantages d'adhérer à la nouvelle organisation.

Ces démarches ne sont pas étrangères à la présence d'un membre du Comité exécutif central de l'OBU à Montréal, Richard J. Johns. Le 4 mai, ce dernier écrit à Midgley pour l'informer des démarches entreprises en Ontario et au Québec où il est en tournée pour le compte de l'IAM :

I think I have done some very effective work for the OBU in Eastern Canada. I have had the opportunity to face our opponents in this part of the Country, not so much privately but at meetings. I have devoted the past two weeks propagating the idea of the OBU. I visited Ft. William, Port Arthur, Chapleau, Toronto, Hamilton, Montreal, Ottawa (...). I am supposed to be visiting Railway Lodges but I am always seeking an opportunity to speak to any body of workers<sup>29</sup>.

D'après Johns, les perspectives d'organisation dans la métropole du Québec ne sont pas aussi bonnes qu'à Ottawa ou Toronto :

At Montreal, prospect are not quite so good. There is need for an awful lot of spadework. But I succeeded in getting the Machinist Dist. to call a mass meeting to discuss the question. I expect to be there. I have to return to Montreal Saturday. I think I can safely say that every meeting I have attended up to date has demonstrated that they will eventually line up with the OBU. I think you will get increased demands for literature, etc.<sup>30</sup>



Quelques jours plus tard, c'est au tour de Robert B. Russell, le secrétaire du Manitoba Committee de l'OBU, de rapporter à Midgley les dernières nouvelles de la tournée de Johns au Québec. Il propose une stratégie d'implantation dans l'Est, stratégie qui restera lettre morte :

I have had word from Johns in Eastern Canada, that the OBU is meeting with great success. Kerrigan and Houston of Montreal are both working to the extreme in order to bring same about. (...) Johns is now on his way to Sherbrooke and North Bay, and he is in touch with Three Rivers, and reports great success. (...) I think the time has now come when we should make an urgent appeal for funds and send from three to six Men right over in Eastern Country, in order to set forth the Organization. The scheme we are now working on in Winnipeg is to start three Men out of work quietly on the way East, organizing small Committees at the various Points to arrange for Mass Meetings on their return journey. We can finance them on their Eastern trip and believe we could clean up enough on their return trip to meet the entire expense<sup>31</sup>.

### **Les premiers partisans de l'OBU à Montréal**

Dès sa fondation, l'OBU peut compter sur quelques militants dévoués à Montréal. R.B. Russell évoque notamment dans sa lettre les noms de Richard Kerrigan et de John D. Houston. Un troisième s'ajoute à la liste, Isidore Boltuck. Attardons-nous quelque peu sur leurs parcours respectifs.

Le plus connu des trois est sans aucun doute Richard « Dick » Kerrigan. Vétéran des luttes ouvrières, Kerrigan est né au mois de juillet 1864. Issu d'une famille

irlandaise établie au Canada, il est considéré par ses contemporains comme l'un des pionniers du mouvement socialiste au Québec, notamment par la mise sur pied d'une cellule du Socialist Labor Party à Montréal au début du 20<sup>e</sup> siècle<sup>32</sup>. Au plan syndical, Kerrigan a notamment fait partie des Chevaliers du Travail, de l'IAM puis des Industrial Workers of the World (IWW), dont il est l'un des membres fondateurs. Au moment de la mise sur pied de l'OBU, Richard Kerrigan est président du District de Montréal de l'IAM<sup>33</sup> et délégué pour son syndicat aux rencontres du CMTM et du CMTC. Marié, père de deux filles, Kerrigan est bilingue et comprend bien la réalité du mouvement ouvrier à Montréal, marqué par la coexistence de plusieurs groupes ethno-linguistiques. Il a tissé des liens étroits avec des syndicalistes et militants politiques juifs, avec qui il organise dès 1906 la première manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Montréal, commémorant la journée internationale des travailleurs<sup>34</sup>.

John D. Houston a moins d'attache que Kerrigan au Québec mais il connaît bien les principaux responsables de l'OBU. Né en 1856 à Lanark en Ontario, Houston s'établit à Winnipeg en 1907. Comme la plupart des membres les plus influents de l'OBU, il milite au Parti socialiste, la principale organisation marxiste canadienne avant la fondation du Parti communiste en 1921. Pendant la Première Guerre mondiale, il déménage à Montréal pour y travailler dans les usines de munition<sup>35</sup>. Au printemps 1919, il est délégué pour le District de Montréal de l'IAM à la Commission Royale sur les Relations Industrielles<sup>36</sup>. Il rentre quelques mois plus tard à Winnipeg où il prend la direction du *One Big Union Bulletin*<sup>37</sup> – l'hebdomadaire publié par l'OBU – jusqu'à son décès le 11 mars 1921<sup>38</sup>.

Un troisième militant s'ajoute à cette liste. Il s'agit d'Isidore Boltuck qui est né au mois de mai 1894 en Russie d'une famille juive. Ses parents, Maurice<sup>39</sup> et Fanny, sont arrivés au Canada en 1903 en compagnie de leurs trois enfants. Comme bien des membres de la communauté juive montréalaise à cette époque, le père d'Isidore travaille comme opérateur dans une manufacture de vêtement<sup>40</sup>.

Depuis le mois de mai 1918, Isidore Boltuck assure la publication de *Labor*, un bulletin mensuel bilingue anglais-français. Le journal ne passe pas inaperçu. Les autorités s'inquiètent des idées révolutionnaires à la croisée de l'anarchisme et du marxisme, de Boltuck et de ses collaborateurs. Elles tentent ainsi de faire cesser la diffusion de *Labor* par divers moyens, en utilisant à cet effet les décrets adoptés pendant la guerre limitant la liberté d'expression. La presse montréalaise s'intéresse également à ce journal et à son éditeur, qui fait régulièrement parler de lui. Même *L'Action catholique*, publiée à Québec, rapporte la diffusion du journal de Boltuck à l'occasion de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1919 tenue à Montréal : « On a distribué un journal anglais *Labor* qui s'inspire des idées anarchistes des G.W.W. [sic]. Cette feuille remplie d'idées creuses a été jetée au milieu de la foule des manifestants. La police en a saisi un grand nombre ainsi que des cocardes rouges »<sup>41</sup>. La manifestation, à laquelle participent plus de 3 000 personnes, donne lieu à plusieurs discours favorables à la création de la One Big Union<sup>42</sup>.

Le 10 mai 1919, Boltuck écrit au Comité exécutif central de l'OBU pour manifester son appui à la nouvelle organisation. Il propose de mettre son journal au service du syndicat, dont il partage les objectifs et les orientations,

mentionnant au passage que le tirage de *Labor* est de 6000 copies, distribuées à Montréal et dans l'Est du pays<sup>43</sup>. Boltuck réagit au rejet massif de l'OBU par le mouvement ouvrier au Québec. Il accuse la plupart des *leaders* du CMTM, dont l'éditeur du *Monde ouvrier*, Gustave Francq, de mener une campagne de désinformation contre l'OBU. Le ton de la lettre est tranchant : il faut s'attaquer à la domination des unions internationales, tout particulièrement parmi les travailleurs francophones, en menant une campagne de recrutement active et la diffusion à grande échelle de tracts, de brochures et de journaux<sup>44</sup>. Boltuck propose de lancer un journal mensuel de langue française destiné à présenter l'OBU et les principes du syndicalisme industriel aux ouvriers canadien-français<sup>45</sup>.

À la fin de sa lettre, l'éditeur de *Labor* indique qu'il est le secrétaire-trésorier du comité provincial de la Worker's Cooperative Press : « We have begun a campaign for a Worker's Cooperative Press to which a plant valued over \$3000,00 has been subscribed with the rank and file support »<sup>46</sup>. Grâce à cette presse, Boltuck précise qu'il sera en mesure d'imprimer des milliers de tracts en faveur de l'OBU à Montréal<sup>47</sup>. Est-ce une façon d'obtenir des fonds de la One Big Union? Nous ne sommes pas en mesure de déterminer si Boltuck mettra ses plans à exécution, ni si l'OBU répondra à sa lettre. Toutefois, des rapports policiers rédigés quelques semaines plus tard semblent indiquer que Boltuck poursuit sa démarche et milite désormais pour l'OBU : « Things are getting hot, it seems the One Big Union is gaining ground rapidly. *Labour* [sic] (the publication) is being turned over for the sole propaganda of the One Big Union Principil [sic] »<sup>48</sup>.

### Une autre stratégie d'implantation

Dans une lettre adressée à R.J. Johns le 17 mai 1919, Richard Kerrigan trace le portrait suivant de la situation à Montréal. Il esquisse une stratégie pour amener des pans entiers du mouvement ouvrier vers la One Big Union : « In the East outside of the AFL at the present time exist large bodies of organized labor who have been patiently waiting for some manifestation of revolutionary sentiment with sufficient audacity to which they could link up. (...) Among those outside the AFL are the Jews »<sup>49</sup>.

À Montréal, les travailleurs juifs ont formé des syndicats combatifs dès le début du 20<sup>e</sup> siècle, particulièrement dans l'industrie du vêtement. On compte aussi parmi eux plusieurs tendances politiques organisées. Anarchistes, bundistes, travaillistes-sionistes, socialistes et sociaux-démocrates débattent à l'occasion des nombreuses conférences et assemblées publiques qui ponctuent la vie de la communauté. Quelques librairies et bibliothèques ouvrières complètent le portrait<sup>50</sup>.

Kerrigan précise que l'Amalgamated Clothing Workers Union, dirigée par Sidney Hillman, et la Snow Hat and Cap Makers Union, dirigée par Max Zaritsky devraient être approchées par l'OBU. Kerrigan indique que plusieurs organisateurs de ces syndicats sont ses amis : A. Marcovitch<sup>51</sup>, Jack Margolese<sup>52</sup> et J.-A. Duquette<sup>53</sup>. Kerrigan a également de nombreux contacts au sein des syndicats de la métallurgie, et pense que l'OBU peut compter sur l'appui de certains responsables de l'IAM et de l'ASE à Montréal, dont McNamee et Cowan. Il mentionne au passage que plusieurs autres syndicats indépendants à travers la province détestent la FAT pour une raison ou une autre, et

pourraient être amenés à se joindre à l'OBU : « This would constitute quite a start but the discontented Red element in the AFL is the best field. We have the cloakmakers 10 to 12 000 strong attached to the AFL. They are all red and are on the job. Shubert, their local ex-board member will have news for us in a day or two »<sup>54</sup>.

La stratégie proposée par Kerrigan pourrait donc se résumer ainsi : identifier les syndicats les plus à gauche, tout particulièrement ceux où militent des socialistes, puis les convaincre de faire scission en les invitant à participer au congrès de fondation de l'OBU. Les travailleurs juifs, moins réfractaires que leurs collègues anglophones ou francophones aux idées socialistes, constituent selon Kerrigan une base sur laquelle on peut compter.

Dans la foulée des propositions de Kerrigan, Johns suggère à l'exécutif de l'OBU de reporter le congrès de fondation quelque peu, un mois tout au plus, le temps de donner aux partisans de l'OBU présents dans l'Est la possibilité de mieux s'organiser. « This Eastern movement must not be ignored », insiste-t-il<sup>55</sup>. D'après Johns, le CMTM garde ses membres dans l'ignorance. Lorsqu'il prend la parole devant des assemblées, Johns remarque parmi les travailleurs beaucoup de curiosité à l'endroit de la nouvelle organisation. L'objectif qu'il poursuit est clair :

what we are attempting to accomplish is to organize a Central Body of the OBU. All the locals that are favorable to our policy are going to send delegates, some of the most active men here have estimated up to date that they can get over 80 delegates to attend. (...) My opinion is at present that we must organize this Eastern movement and I think it can be successfully done if you

send out a general invitation to the workers here (...)<sup>56</sup>.

Toutefois, contrairement aux vœux exprimés par Johns, le comité exécutif de l'OBU choisit de ne pas modifier ses plans et décide de maintenir la date du 5 juin pour tenir son congrès de fondation à Calgary, avec ou sans la participation de syndiqués de Montréal<sup>57</sup>. Au final, aucun délégué à l'Est de Port Arthur n'est présent au congrès de Calgary. Cela a un effet important sur le développement subséquent de l'OBU dans le reste du Canada, notamment en ce qui concerne son implantation dans l'Est du pays.

### **L'impact de la grève générale de Winnipeg**

Avant même que le congrès de fondation de l'OBU n'ait lieu, une importante grève éclate à Winnipeg le 15 mai 1919. Elle embrase la ville et suscite de vives réactions à travers tout le pays. Ses effets se font sentir jusqu'au Québec.

Le 27 mai, une assemblée publique est organisée conjointement par l'ASE et l'IAM au Marché Maisonneuve à Montréal en présence de R. J. Johns. 2000 personnes y assistent pour discuter d'une grève générale de solidarité avec les travailleurs de Winnipeg<sup>58</sup>. L'IAM et l'ASE, représentée respectivement par R. Kerrigan et A.H. McNamee, appuient l'idée. Outre Kerrigan dont le discours est fait en français, McNamee et deux de leurs confrères – William Turnbull de l'IAM et L. Wornell de l'ASE – , on remarque la présence sur la tribune de cinq autres militants socialistes qui font la promotion de l'OBU. Il s'agit d'Ulric Binette, Rose Henderson<sup>59</sup>, Mme R.P. Mendelsohn<sup>60</sup>, Rebecca Buhay et Albert Saint-Martin<sup>61</sup>.

Figure de proue du socialisme au

Québec, Albert Saint-Martin (1865-1947) est sans aucun doute le plus connu d'entre eux. Candidat du Parti ouvrier en 1905 contre le premier ministre Lomer Gouin, Saint-Martin est expulsé de ce parti en 1907 parce qu'il est membre d'une autre organisation politique, le Parti socialiste du Canada. Il participe activement à la plupart des manifestations du 1<sup>er</sup> mai à Montréal. Organisateur infatigable, ses nombreuses initiatives politiques et prises de parole font de lui une personnalité publique très connue dans la métropole.

Avec quelques autres militants ouvriers, Saint-Martin fait bientôt partie du noyau dur des partisans de la One Big Union à Montréal. Pourquoi choisissent-ils de se joindre à l'OBU? Pour les militants socialistes, la mise sur pied de la nouvelle centrale syndicale permet enfin des possibilités concrètes d'organisation en rupture avec le réformisme qui caractérise le mouvement trade-unioniste, incarné à Montréal par le CMTM. La mise sur pied de l'OBU intervient également dans un contexte de répression de la dissidence politique au Canada avec l'application de la Loi des mesures de guerre. Les décrets CP 2381 et CP 2384, qui entrent en vigueur le 18 septembre 1918, interdisent les publications et les rassemblements dans les langues ennemies et rendent illégales treize organisations, sociétés, associations ou groupes de gauche « tant que le Canada serait en guerre ». Ces ordonnances donnent des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre dans leur lutte contre la « menace bolchévique » en limitant de façon drastique la liberté d'expression. Parmi les organisations visées par ces décrets, on retrouve notamment le Parti social-démocrate et l'IWW. L'OBU apparaît donc comme un nouveau véhicule qui permet de réunir l'ensemble des forces de gauche sous un même chapeau. Toutefois, la première

bataille menée par ces militants ne se déroule pas dans les usines ou les chantiers de la métropole, mais bien à une assemblée du Parti ouvrier.

Fondée en novembre 1917, la section québécoise du Parti ouvrier du Canada est le théâtre d'affrontements réguliers entre les réformistes et les révolutionnaires actifs sur le terrain politique<sup>62</sup>. Le 1<sup>er</sup> juin 1919, la section de Montréal se prononce par un vote de 30 contre 21 « en faveur du principe de la "One Big Union" » comme étant sa forme de politique industrielle (...) »<sup>63</sup>. Le 7 juin, *Le Monde ouvrier* dénonce l'action des « délégués socialistes » et leur influence sur le Parti à Montréal : « Ceux qui ont le droit de se prononcer sur cette question de la "One Big Union" sont les membres des unions ouvrières qui sont directement intéressés et ils se sont prononcés d'une manière non équivoque au Conseil des Métiers et du Travail »<sup>64</sup>. Encore minoritaires au CMTM, les socialistes prennent le contrôle de la section locale du Parti ouvrier. La faction socialiste, représentée par Albert Saint-Martin, Michael Buhay, Richard Kerrigan et Ulric Binette, prend sa revanche sur Gustave Francq et les dirigeants trade-unionistes<sup>65</sup>.

### La révolte ouvrière

Pendant ce temps, les travailleurs s'organisent, déclenchant des grèves un peu partout, principalement pour obtenir des gains sur le plan de leurs conditions de travail. De Amherst en Nouvelle-Écosse jusqu'à Victoria en Colombie-Britannique, un vent de révolte secoue le pays<sup>66</sup>. Des grèves de solidarité avec les ouvriers de Winnipeg éclatent dans les provinces de l'Ouest, entre autres à Calgary, Edmonton, Prince Albert, Régina, Saskatoon et

Vancouver. Elles inquiètent les membres de la classe dirigeante canadienne.

Le mouvement de grève touche également le Québec. Le 3 juin, les chantiers montréalais de la Canadian Vickers sont paralysés. Ces 1 800 travailleurs sont bientôt suivis par 500 barbiers, 40 ouvriers du verre et les 2 300 travailleurs de l'entreprise Consolidated Rubber. La revendication qui unit le mouvement de grève générale est l'obtention de la journée de huit heures. Les grévistes se donnent rapidement des structures pour mener la lutte : ainsi, « OBU supporter William Baugh, president of the Marine Trades Federation in Montreal, assumed the presidency of a general strike committee that was formed to coordinate action among striking workers at Vickers »<sup>67</sup>. Le comité publie notamment son propre bulletin de grève pendant près de six semaines<sup>68</sup>, dont certains extraits sont publiés dans *Le Monde ouvrier*<sup>69</sup>. Les travailleurs qui participent à son fonctionnement prennent leur distance des dirigeants des syndicats internationaux « by stating that the strike was "the affair of the men on the job and the union officers have nothing to do with it" »<sup>70</sup>.

Avec les ouvriers provenant d'autres secteurs industriels – métiers de la confection, électriciens, bouchers, etc. – , on compte à la mi-juin plus de 12 000 grévistes à Montréal et des milliers d'autres s'appêtent à les rejoindre<sup>71</sup>. Toutefois, à partir du 18 juin, les directions syndicales gagnent des votes importants qui réduisent la portée du mouvement de grève générale. La possibilité d'une grève de solidarité avec les travailleurs de Winnipeg, demandée par les ouvriers de la Canadian Vickers, est ainsi rejetée par le CMTM le 19 juin, sans pour autant mettre fin au mouvement<sup>72</sup>.

Au cours de l'été, des conflits

continuent d'éclater ailleurs dans la province. À Trois-Rivières, 1 200 employés des chantiers maritimes débraient le 17 juin et parviennent à obtenir la reconnaissance de leur syndicat<sup>73</sup>. Dans la région de Québec, 1 100 ouvriers de la Dominion Textile de Saint-Grégoire-de-Montmorency et 900 travailleurs des chantiers maritimes de la Davie à Lauzon entrent simultanément en grève le 28 juillet<sup>74</sup>. *L'Action catholique* ne manque pas de faire un parallèle entre ces conflits de travail et les événements qui se déroulent à Winnipeg :

Il y avait bien, — depuis un certain temps, — des rumeurs inquiétantes. On entendait parler de grèves séditeuses, voire politiques, comme à Winnipeg. Les journaux faisaient grand tapage autour de la One Big Union; mais tout cela était qualifié de bolchévisme, et les patrons de chez nous se disaient que les ouvriers de Québec ont encore trop de conscience pour donner dans les folies russes. Ils oubliaient que le feu prend vite dans la poudre et que tout cela, c'est purement et simplement l'esprit soi-disant neutre des unions internationales qui l'a rendu possible<sup>75</sup>.

L'OBU sert alors de « spectre » aux partisans du syndicalisme catholique pour éloigner les ouvriers des syndicats affiliés à la FAT. Pour *l'Action catholique*, « la révolution s'en vient ici comme partout. Les syndicats internationaux, c'est la révolution en germe; la One Big Union, c'est la révolution rendue à maturité. Il reste à opposer à cette marée montante la digue des unions catholiques »<sup>76</sup>. Une telle campagne de peur n'aide en rien les chances de l'OBU de percer au Québec.

Pendant ce temps, à Winnipeg, la répression est féroce. Une manifestation se solde par la mort d'un gréviste. Le 26

juin, après six semaines de conflit, les ouvriers rentrent au travail. Plusieurs responsables syndicaux sont arrêtés. Dans les jours qui suivent, des mandats de perquisition sont émis contre vingt-cinq militants socialistes et anarchistes de Montréal, pour la plupart membres ou sympathisants de l'OBU. Divers locaux sont également visés, dont ceux du Parti social-démocrate, de la Progressive Library, de la Cooperative Press et du journal russe *Novy Mir*. L'opération, menée par la Police municipale de Montréal à la demande de la Police Montée du Nord-Ouest, mobilise 25 détectives et 125 constables. Elle se déroule dans la nuit du 1<sup>er</sup> au 2 juillet. Le gouvernement du Manitoba cherche des preuves pour incriminer certaines figures de proue de la grève à Winnipeg. Les policiers saisissent de la littérature socialiste et anarchiste, de même que de la correspondance<sup>77</sup>.

Malgré la répression, la grève de Winnipeg suscite un vent de sympathie pour la One Big Union à Montréal. Le 17 juillet a lieu la première rencontre du tout nouveau Conseil industriel de l'OBU : « The split is taking shape in an attempt to organize an opposition council. The new organization is known as the "Industrial Council" and last Thursday night it held a meeting in the same building in which the Montreal Trades and Labor Council was being held »<sup>78</sup>. Selon *The Gazette*, si un vote sur l'affiliation à l'OBU devait être pris au CMTM, le résultat serait plus serré qu'au mois de mai, même si les partisans de la FAT demeurent majoritaires. La liste des participants à la rencontre du 17 juillet donne une idée des appuis de l'OBU dans la métropole :

Many locals of various trades in the city have been asked to send delegates to the new Council, and a few have done so. Up to date, however, the

membership consists largely of self-appointed delegates of the more radical inclinations. Among those active in recruiting for the Industrial Council is a young man named Flanagan, who first became known in Montreal labor circles some time ago as organizer for the OBU, Mrs. Mendelsshon [sic] and other Socialists. Among other men who have become attached to the new organization are J.R. Blais<sup>79</sup>, business agent of the plumbers union, and a member of the executive of the Building Trades Council, and Richard Kerrigan delegate to the Trades and Labor Council from a machinists' local. The Amalgamated Society of Engineers also had representatives at the meeting<sup>80</sup>.

L'article poursuit en indiquant que ces rencontres servent surtout à des fins d'éducation pour promouvoir le syndicalisme industriel. Le contexte social reste relativement favorable à l'expression d'idées radicales. Les activités du Conseil industriel se maintiennent pendant le mois d'août et de septembre, mais il n'arrive pas à obtenir la participation officielle de syndicats, hormis celle de deux locaux de l'IAM.

### La riposte du CMTM

Signe de la polémique, le débat se déplace rapidement dans les pages du journal *Le Monde ouvrier*. Le militant anarchiste Paul Faure y défend le principe de la One Big Union, ce à quoi s'oppose le rédacteur en chef Gustave Francq<sup>81</sup>. Leur couverture des événements donne l'assise à l'expression de leur opposition mutuelle. Francq, d'ailleurs, donne le ton, signifiant ainsi la riposte du CMTM.

Le 18 juillet, le CMTM organise au parc Jeanne-Mance un rassemblement en

présence de deux leaders ouvriers de Winnipeg, Abraham A. Heaps et Robert E. Bray, plutôt sympathiques à la One Big Union. Selon le journal *La Patrie*, environ 1 000 personnes assistent à l'assemblée, qui se déroule dans le calme<sup>82</sup>. On rapporte que Bray ramène la grève générale à des dimensions plus terre-à-terre : « D'abord, dit-il, on vous a dit que la grève de Winnipeg avait été organisée pour amener une révolution et le renversement de l'autorité constituée. C'est faux »<sup>83</sup>. Ce regard critique face aux enjeux du conflit, de la part d'un futur organisateur de l'OBU<sup>84</sup>, mérite d'être souligné.

Le lendemain, Gustave Francq s'attaque à l'OBU dans les pages du *Monde ouvrier*. Il renvoie dos à dos « les radicaux du mouvement ouvrier et les réactionnaires du groupe capitaliste » :

Les radicaux dans le mouvement ouvrier – partisans de la dictature du prolétariat, promoteurs de la "One Big Union" et fervents apôtres des doctrines des "Industrial Workers of the World" – qui ne veulent d'aucun compromis, qui qualifient tous les dirigeants des unions ouvrières qui ne partagent pas leurs opinions de traitres, de vendus, et pour qui les contrats de travail librement consentis sont de vulgaires chiffons de papier, qui ne voient le bien-être et l'émancipation de la classe ouvrière que dans une révolution sanglante et le remplacement du système social actuel par un autre dans lequel ils seraient les maîtres souverains, faisant plus de tort aux véritables principes démocratiques que tous les autocrates réunis empêchant le développement du mouvement trade-unioniste par leurs théories ridicules et impossibles<sup>85</sup>.

Pendant l'été, *Le Monde ouvrier* sonne la

charge contre l'OBU en prévision du congrès du CMTC qui doit avoir lieu à Hamilton au mois de septembre. Les partisans du syndicalisme international disent craindre un noyautage du congrès par les partisans de l'OBU, ce que laisseraient entendre des échanges de lettres entre des responsables de la nouvelle organisation, dont les propos sont rapportés dans *Le Monde ouvrier*. Pour Francq, l'heure est à la mobilisation :

Que les ouvriers de Montréal fassent un effort pour les envoyer à Hamilton [leurs délégués] et là nous leur prouverons si nous sommes des moutons et qui présidera aux destinées du mouvement ouvrier au Canada : les vrais trade-unionistes qui ont toujours travaillé honnêtement et au grand jour ou les promoteurs de la "One Big Union" – Bolchevistes en herbe et autocrates assoiffés de pouvoir et de domination<sup>86</sup>.

Quelques mois plus tard, au lendemain du congrès de Hamilton qui confirme la mainmise du CMTC par les partisans de la FAT, *Le Monde ouvrier* annonce la mort de l'OBU<sup>87</sup>. D'après Gustave Francq, les partisans de l'OBU se sont fait donner « une magistrale volée »<sup>88</sup> par les dirigeants du CMTC. Francq ne recule devant aucun superlatif pour qualifier celles et ceux qui soutiennent l'OBU : « On dirait qu'un vent de folie souffle sur les partisans de la One Big Union chaque fois qu'on attaque ou qu'on diffère seulement d'opinion sur les mérites du système d'organisation qu'ils veulent implanter ici; ils sont comme des diables dans l'eau bénite et font l'effet d'hystériques sous l'influence d'une crise démoniaque »<sup>89</sup>.

La contre-attaque du CMTM se poursuit, cette fois au sein du Parti ouvrier.

Le 15 et le 16 novembre 1919, 164 délégués sont présents à la convention de la Section de la Province de Québec du Parti ouvrier du Canada, qui a lieu à la salle des Métiers de la construction de Montréal. La question de la One Big Union est au cœur des débats. Les délégués Binette, Pilon, Simard<sup>90</sup>, Lanouette et le secrétaire du Parti, Joseph Shubert, défendent la position pro-OBU adoptée par la section montréalaise. Mais cette fois-ci, l'opposition est plus forte et mieux organisée : « Par 78 voix contre 54, l'assemblée du Parti Ouvrier de Montréal fut blâmée pour avoir endossé et approuvé les doctrines de la « One Big Union »<sup>91</sup>.

Malgré cet autre revers, la One Big Union ne s'effondre pas complètement au Québec. Si l'affrontement attendu à Hamilton ne s'est pas produit, c'est entre autres parce que l'OBU a réussi à se structurer dans les provinces de l'Ouest. Toutefois, la scission de syndicats au Québec, souhaitée par Kerrigan et Johns, ne s'est pas concrétisée. Rien n'indique que l'OBU ait publié de journaux en français pour tenter de rejoindre les travailleurs francophones, comme le proposait Boltuck. Le mouvement de grève du mois de juin aurait pu permettre à l'OBU de faire des gains appréciables, notamment à cause du débordement par la gauche des structures syndicales traditionnelles. Ce débordement, se manifestant par la mise sur pied d'un comité de grève autonome qu'on décrit comme une « Federation of militants »<sup>92</sup>, est rapidement jugulé par le CMTM. Même au plus fort de la contestation, les directions syndicales ne coupent pas les ponts avec la frange la plus radicale, comme en témoigne la publication de lettres favorables à l'OBU dans les pages du *Monde ouvrier* ou encore l'adoption d'une résolution exigeant la libération des leaders syndicaux arrêtés à Winnipeg<sup>93</sup>. Cependant, cette « trêve » est bien temporaire : comme le souligne Éric



Leroux, une fois la tempête passée, Gustave Francq se permettra de critiquer publiquement les grévistes de Winnipeg en remettant en question leurs motivations réelles<sup>94</sup>.

Ces manœuvres de la direction du CMTM expliquent sans doute en partie l'échec de la mise sur pied d'un Conseil industriel de l'OBU et de la stratégie mise de l'avant par Kerrigan et Johns. Il reste malgré tout à Montréal un noyau de militants qui maintiennent un contact avec le Conseil exécutif, sis à Vancouver. Ce sont eux qui vont tenter de remettre sur pied la One Big Union à Montréal au cours des mois à venir.

### **La réorganisation de l'OBU à Montréal**

Dans son rapport soumis à la Première convention semi-annuelle de la One Big Union, tenue à Winnipeg au mois de janvier 1920, Joseph Knight fait un rapport de la situation qui prévaut à Montréal à l'automne 1919 :

Since being elected as one of the Provisional Executive of the OBU in June, 1919, most of my time has been spent in the East between Toronto and Montreal, completely separating me from the Western movement (...). When I arrived in Montreal the industrial Council that had been formed earlier in the year was dead, throwing the fight on the shoulders of a few undaunted comrades. I addressed several unions and distributed much literature. At a meeting of the active OBU members we decided to form a Unit of the Organization and since then the movement has taken a new lease of life<sup>95</sup>.

On peut situer approximativement l'arrivée de Knight à Montréal au début du mois

d'octobre 1919. Le 7 octobre, il prononce une conférence sur le thème de « La vérité sur la grève de Winnipeg » qui obtient une large couverture dans la presse montréalaise<sup>96</sup>. Le militant socialiste Ulric Binette prend également la parole et « accuse les dirigeants du CMTM de ne pas défendre les travailleurs »<sup>97</sup>. Deux semaines plus tard, Binette est expulsé du syndicat des charpentiers à cause de ses prises de position en faveur de l'OBU et contre les syndicats internationaux<sup>98</sup>.

À la suite de cette conférence, Knight fait le point avec les militants montréalais :

We had a little "get-together" among the Reds when Joe [Knight] took the occasion to ask us pointedly whether we were Socialists or not. "If you are Socialists, join the movement and help spread our propaganda; if not there is no earthly use calling yourself Socialists and being afraid to push the cause along", said Joe, and his remarks were well received. A few nights later, Joe gave a public lecture in the Auditorium hall about the One Big Union, and the address delighted every Red in the hall. It was clear logic and sharp. A big collection was the result of his efforts<sup>99</sup>.

Le 29 octobre, *La Presse* et *La Patrie* annoncent la formation d'une section de l'OBU – le « Local numéro 1 » – à Montréal. Ulric Binette, son président, invite les « ouvriers salariés sans distinction de catégories »<sup>100</sup> à participer aux rencontres du groupe, qui se tiennent au Temple du travail. Les militants de l'OBU à Montréal mettent également sur pied un comité de défense, la Worker Defense League, qui organise des activités bénéfiques afin de ramasser des fonds pour soutenir les leaders ouvriers arrêtés à Winnipeg<sup>101</sup>. La

militante socialiste Rebecca Buhay fait partie de l'exécutif de ce comité. Au mois de novembre, celle qu'on surnomme « Beckie » est élue comme organisatrice du « Montreal Local of the OBU »<sup>102</sup>.

Malgré son jeune âge, Buhay n'en est pas à ses premières armes en matière politique et syndicale. L'historienne Anne Frances Toews nous fournit des indications précises sur son parcours militant<sup>103</sup>. D'origine juive, Rebecca Buhay est née en 1896 à Londres au Royaume-Uni. Dès son plus jeune âge, elle est plongée dans la culture politique socialiste. À son arrivée à Montréal avec sa famille en 1913, elle se joint d'abord au Parti socialiste, puis au Parti social-démocrate en compagnie de son frère Michael qui sera candidat pour ce parti à l'élection municipale de 1918<sup>104</sup>. Pendant la guerre, Rebecca Buhay travaille pour l'Amalgamated Clothing Workers Union à New-York avant de revenir à Montréal en 1919 où elle décide de s'impliquer dans la One Big Union.

À partir du mois de novembre 1919, l'OBU adopte une nouvelle stratégie d'implantation à Montréal. Au lieu de tenter de former un Conseil industriel formé de syndicats en rupture avec le CMTC, l'OBU cherchera d'abord à regrouper les militants de gauche<sup>105</sup>, puis à recruter des travailleurs sur une base individuelle au sein d'une General Workers Unit (GWU). Dans la structure de l'OBU, les GWU réunissent des travailleurs de divers domaines industriels. C'est une étape préalable à la formation de sections par secteurs industriels, lorsque le nombre de membres s'avère insuffisant. À Winnipeg, où l'OBU peut compter sur plusieurs sections très solides, la GWU regroupe des travailleurs de secteurs plus difficiles à organiser.

La formation de la GWU à Montréal marque une étape importante. Elle permet

aux membres de l'OBU d'envoyer un délégué à la Première convention semi-annuelle de l'OBU à Winnipeg. Il s'agit de William E. Long, un machiniste qui travaille aux ateliers du Canadien National. Selon Joseph Knight, « Comrade W.E. Long has done splendid work among C.N.R. shopmen, a large percentage of whom being silent members of the OBU »<sup>106</sup>. Les défis qui attendent l'OBU à Montréal sont nombreux. D'après Knight, les possibilités de percées dans l'industrie du vêtement, où prédominent les travailleurs d'origine juive, sont contrecarrées par le faible nombre d'ouvriers francophones et anglophones dans les rangs de l'OBU à Montréal : « One ignorant of conditions in Montreal might think this is the usual "You First" of the timid, but it must be borne in mind that the needle trades workers are mostly Jews of many nationalities and as they point out, if they take the initiative the cry of alien organization will be raised immediately »<sup>107</sup>.

Afin de surmonter cet obstacle, Knight insiste sur trois éléments. En premier lieu, la diffusion massive de propagande. Puis, l'embauche de deux organisateurs à temps plein à Montréal. Ensuite, tenir compte du fait que, selon lui, 75% des travailleurs de la métropole parlent le français<sup>108</sup>. Knight conclut son intervention en indiquant qu'il approchera sous peu les membres de l'ASE afin d'amener ce syndicat indépendant à fusionner avec l'OBU.

À la suite du rapport présenté par Knight, les délégués présents votent à l'unanimité de produire de la littérature en plusieurs langues, dont un journal bilingue français-anglais pour l'Est du Canada. La décision d'embaucher un organisateur francophone pour la province de Québec, suggérée par Knight, demeure en suspens.

### Une année de transition

Dès le début du printemps 1920, l'OBU se lance dans une vaste campagne d'organisation auprès des ouvriers de la métallurgie et de l'industrie du vêtement à Montréal. Ce regain d'activité n'échappe pas aux autorités, qui vont redoubler de vigilance. Plusieurs agents de renseignement seront ainsi affectés à la surveillance des militants du syndicat.

Les assemblées se succèdent à un rythme soutenu et les résultats ne tardent pas. Entre le 18 mars et le 1<sup>er</sup> mai 1920, les sources policières et militaires rapportent la tenue d'au moins quatorze rencontres publiques, soit plus de deux par semaine. Le nombre de participants à ces réunions varie beaucoup, soit de 100 à 1 000 personnes, de même que la composition ethnique et linguistique de ces assemblées.

Toujours selon ces sources, la vaste majorité des rencontres se tiennent au Temple du travail, une ancienne église luthérienne allemande située sur la rue Saint-Dominique au centre-ville de Montréal. On compte aussi une assemblée dans le quartier Rosemont, destinée aux travailleurs des ateliers Angus, qui attire un public majoritairement anglophone; une autre dans Saint-Henri, à laquelle participent des ouvriers des ateliers du Grand Tronc, majoritairement des francophones. Une seule assemblée semble destinée à des travailleurs originaires d'Europe de l'Est. Elle a lieu dans un local situé sur la rue Frontenac qui est fréquenté par des immigrants russes. Fait à noter, on compte une majorité de Canadiens français dans huit des treize rencontres publiques organisées pendant cette période<sup>109</sup>. Dans la plupart des cas, les militants de l'OBU – William E. Long, Rebecca et Michael Buhay, Ulric Binette, Albert Saint-Martin, Joseph Knight, Walter Cowan – s'adressent

aux travailleurs en français et en anglais. À l'occasion, des orateurs s'expriment dans une autre langue, comme le russe ou le yiddish.

Cette série d'assemblées publiques permet de recruter plusieurs centaines de nouveaux membres. Au mois de mars 1920, les informateurs des services de renseignement rapportent que l'OBU compte environ 240 membres à Montréal<sup>110</sup>. Un mois plus tard, ce nombre serait passé à un peu plus de 600, à la suite de l'adhésion d'un groupe de 272 ouvriers russes<sup>111</sup>.

Si le recrutement sur une assise individuelle progresse rondement, il en va autrement de l'adhésion de groupes de syndiqués. Au début du mois d'avril 1920, l'OBU tente de rallier des ouvriers du vêtement et des employés des chemins de fer en organisant deux assemblées publiques.

Le dimanche 4 avril, 800 mécaniciens, tous membres de l'ASE, se réunissent au Temple du travail. La majorité des personnes présentes est en faveur de se joindre à l'OBU. Toutefois, la décision finale est reportée à une prochaine rencontre qui doit se tenir moins d'une semaine plus tard, afin d'obtenir une meilleure représentativité des membres<sup>112</sup>. Selon Knight, « (...) the difficulty is not in putting it over the A.F. of L. officials, but in removing the fear that they will lose their precious jobs if they take a card in the OBU »<sup>113</sup>. Cette démarche se solde finalement par un échec. Trois jours plus tard, 1 000 travailleurs de l'industrie du vêtement s'entassent dans une salle du Prince Arthur St. Hall. La rencontre est présidée par un dénommé Barsky. Deux militants de l'OBU, Long et Cowan, prennent la parole. Les résultats sont très mitigés :

There was a divided opinion as to whether it would be advisable to join up with the OBU as a great majority of the members of the garment workers were Hebrews and it was thought that so many Hebrews coming into the OBU at one time might prevent French Canadians from joining up. Great sympathy was expressed by all the speakers with the objects of the OBU and it was agreed to give them every assistance possible, but on taking a vote there was a majority of about 300 against joining up at present. It stood about 350 to 650<sup>114</sup>.

Malgré ces deux revers, l'OBU poursuit ses efforts et se tourne vers les travailleurs forestiers et les ouvriers métallurgistes employés par les compagnies ferroviaires. Le syndicat suit deux recommandations formulées par Joseph Knight lors de la première convention semi-annuelle de l'OBU. Dans un premier temps, l'OBU embauche, à la fin du mois d'avril, Ulric Binette comme organisateur francophone pour l'Est du Canada. Il est employé par l'Union industrielle des campeurs et producteurs de bois de la Grande Union, mieux connue sous l'appellation Lumber and Camp Workers Industrial Union ou LCWIU. Affilié à l'OBU, ce syndicat de bûcherons est surtout présent en Colombie-Britannique et dans le nord de l'Ontario. Ses membres se comptent par milliers et le syndicat jouit d'une large autonomie au plan financier. C'est sans doute ce qui lui permet d'ouvrir un local sur la rue Craig : « Agent also had conversation with Michael Mahoney from Vancouver and also a French Canadian named Lavallee who comes from Western Canada somewhere. They have opened an office at No. 3 Craig St. and are collecting dues from the Lumber-Jacks. These men go alternately to the bush, one remaining in charge of the office »<sup>115</sup>.

### *Le Travailleur - The Worker*

Pour rejoindre, informer et mobiliser ses membres, la LCWIU lance le 1<sup>er</sup> mai 1920 un journal bimensuel bilingue de quatre pages intitulé *Le Travailleur - The Worker*<sup>116</sup>. Vendu 5 cents, le journal se présente comme « l'organe des travailleurs en général et des hommes de chantier en particulier ». Le contenu anglophone et francophone de la publication est rigoureusement le même. Les articles de propagande invitant les travailleurs à adhérer à l'OBU y côtoient les rapports provenant des camps de bûcherons ou de mineurs, les comptes rendus des différentes instances du syndicat, les nouvelles internationales, les caricatures et les articles de fond sur divers concepts politiques : action directe, grève générale, lutte de classe, révolution sociale, etc.

Si le journal est produit à Montréal, la plupart des nouvelles concernent le nord de l'Ontario où la LCWIU est bien implantée, tout particulièrement dans la région de Sudbury. Dans le numéro 2 paru le 15 mai 1920, on apprend que le syndicat a ouvert un bureau de district à Mont-Laurier dont le secrétaire est J.-M. Thibault. Difficile de savoir si cette « unité de bûcherons » a duré dans le temps, puisqu'on perd sa trace dans le journal à peine un mois plus tard. C'est malgré tout dans cette région que le syndicat a un conseiller juridique<sup>117</sup>. L'une des rares lettres d'un ouvrier québécois publiées dans les pages du *Travailleur* provient également d'un petit village des Laurentides :

Votre journal "Le Travailleur" m'est parvenu, et je l'ai trouvé très intéressant et je suis très content de savoir enfin qu'il y a enfin une organisation ouvrière qui s'occupe des bûcherons. Je vous écris d'un des camps de la compagnie McLaren, de Mont-Laurier,

laquelle fait travailler les hommes pour rien et les logent comme des animaux. On engage [sic] les ouvriers sous un salaire et on les paie [sic] sous un autre. Je serais très content si vous vouliez bien avertir le bureau de santé et aussi d'envoyer ici un organisateur, afin que nous puissions établir des conditions meilleures. Nous vivons actuellement dans un camp comme le campe [sic] de galeux représenté dans le journal. Venez!

O.P., Lac des Iles, Qué<sup>118</sup>.

La réponse de la rédaction ne se fait pas attendre et rappelle à ses lecteurs la nécessité de s'organiser dans le syndicat :

Les ouvriers de cette partie du pays doivent réaliser qu'il n'y a qu'un moyen de sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent, et ce moyen est de s'organiser comme l'ont fait les camarades de l'Ouest. (...) Ouvriers du Québec, préparez le terrain et causé [sic] de votre position avec vos compagnons de travail, car bientôt un organisateur passera dans votre arrondissement et vous délivrera de votre esclavage. En attendant, ne cessez de parler de votre situation avec vos compagnons<sup>119</sup>.

### **La manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1920**

Ce n'est pas un hasard si l'OBU décide de lancer son nouveau journal le 1<sup>er</sup> mai. La journée internationale des travailleurs est un moment important, hautement symbolique, pour les militants révolutionnaires actifs au sein du mouvement ouvrier. Dès la fin du mois de mars, on rapporte que tout est mis en œuvre pour que le syndicat soit en « good fighting shape »<sup>120</sup> pour cette grande manifestation. Pendant que Rebecca Buhay mobilise les membres de l'OBU et les joint à résister aux provocations

policieres<sup>121</sup>, tous ne sont pas convaincus de la nécessité de former un cortège spécifique avec des drapeaux et des bannières aux couleurs du syndicat<sup>122</sup>. La majorité décide finalement d'aller de l'avant et l'OBU participe à l'organisation de la manifestation en compagnie de divers groupes socialistes<sup>123</sup>.

Le « Comité de la démonstration du jour de mai » décide que le contingent de l'OBU marchera deuxième, entre les « French Socialists » et les « Other Socialists », puis des autres syndicats, dont l'Amalgamated Clothing Workers Union<sup>124</sup>. Le comité diffuse un manifeste bilingue, aux forts accents anticapitalistes et antimilitaristes, appelant les « ouvriers et ouvrières » à participer à une assemblée publique à l'Aréna Mont-Royal<sup>125</sup> avant de marcher dans les rues de Montréal. La Workers Defense League, animée par Mme R.P. Mendelsohn, lance pour sa part un appel « demandant que tous les ouvriers qui ont été condamnés à Winnipeg récemment pour sédition soient libérés »<sup>126</sup>. Cette solidarité s'exprime également sur bannière visible lors du rassemblement où l'on peut lire : « Vive Russell, Pritchard, Jones, Armstrong, Bray, Queen, Ivens, les sept prisonniers de Winnipeg »<sup>127</sup>. À divers moments de la journée, plusieurs militants et sympathisants de l'OBU – Albert Saint-Martin, Rebecca Buhay, Michael Buhay, Gaston Pilon, Torso Bosqui (ou Boschi)<sup>128</sup>, Kopchhoff, Joseph Schubert, Ulric Binette, W.E. Long, A. Heaps – prennent la parole à l'Aréna Mont-Royal et au Champ de Mars, où se termine la manifestation<sup>129</sup>. Le journal *Le Canada* rapporte des extraits du discours prononcé par Rebecca Buhay : « Mlle Buhay a déclaré que l'unionisme internationale [sic] avait fait faillite, et que les ouvriers devaient se trouver une nouvelle organe [sic] pour les guider. Elle recommanda la "One Big Union". Elle

ajouta que la léthargie des ouvriers de l'est était la cause de l'emprisonnement actuel de Russell et de ses compagnons à Winnipeg »<sup>130</sup>.

Un agent rapporte qu'environ 300 socialistes dont une centaine de membres de l'OBU, marchent ensemble sur une foule estimée à environ 4 000 personnes –1 000 selon le journal *La Patrie*<sup>131</sup>. On est loin des 30 000 manifestants espérés par le comité organisateur. Selon les services de renseignements militaires, « There is no doubt that the action of the Trade and Labour Council in repudiating the agitation had a great deal to do with the failure of the demonstration »<sup>132</sup>.

La manifestation du 1<sup>er</sup> mai, si elle peut décevoir par le nombre de participants, semble néanmoins avoir un effet très positif sur l'OBU. Du 1<sup>er</sup> mai au 15 septembre 1920, au moins dix-neuf réunions publiques sont organisées, la grande majorité d'entre elles attirant plusieurs centaines de personnes. Selon les services de renseignement, le nombre de membres de l'organisation double pratiquement en l'espace de 10 jours, passant de 600 à environ 1000 personnes<sup>133</sup>.

Ces succès s'expliquent en partie par la mise sur pied, le 8 mai, d'une section de métallurgistes, les « Metal Workers », composée de 225 membres ayant quitté la FAT<sup>134</sup>. Le 20 mai, ses membres organisent une assemblée au Temple du travail. Environ 350 travailleurs sont présents dont une centaine de Canadiens français, provenant de différentes « shops » soit celles de la Vickers, du CPR, du Grand Tronc et du Canadian Government Railways. Les membres vont procéder à l'élection de Jack Kane des ateliers Angus comme président, Dave Rogers, des mêmes ateliers comme vice-président, A. Binette du Grand Tronc comme secrétaire

francophone<sup>135</sup> et J. Muller ou Miller des ateliers Angus comme secrétaire anglophone.

Après les métallurgistes, c'est au tour de travailleuses du vêtement à se joindre au syndicat : « It was reported that the raincoat makers were organizing a branch of the OBU. Fifty Young ladies, mostly Jewish, were present from the organization, and it was stated that the names of 300 had already been secured to join up »<sup>136</sup>. D'après les agents, il y aurait maintenant près de 1500 membres de l'OBU à Montréal et l'organisation grossit rapidement<sup>137</sup>. Poursuivant sur cette lancée, les membres de l'OBU à Montréal demandent au secrétariat de l'organisation à Vancouver de leur envoyer des fonds afin de tenir une série d'assemblées publiques en plein air<sup>138</sup>.

Cette poussée de l'OBU n'est pas sans causer un certain émoi dans les rangs des syndicats affiliés à la FAT. Lors d'une assemblée des Raincoat Makers au Prince Arthur St. Hall, l'opposition à l'OBU se manifeste avec vigueur : « A number of speakers attacked the OBU characterizing the order as anarchistic and strongly advocating remaining with the American Federation of Labour »<sup>139</sup>. Un agent rapporte que la Waist and Dressmakers Union de Montréal organise une assemblée dans le cadre d'une campagne de la FAT contre les efforts de l'OBU dans l'industrie de la confection<sup>140</sup>.

Les autorités de l'État se mettent également de la partie et leur action oblige l'OBU à déménager de local à deux reprises en l'espace d'un mois. Cette pression accrue semble avoir un effet sur la capacité à recruter de nouveaux membres parmi les travailleurs de l'industrie du vêtement, majoritairement des immigrants d'origine juive. Selon un agent, « (...) the idea got

abroad that the Government was very much down on the order and the majority of the Garment Workers did not appear anxious to get into trouble »<sup>141</sup>.

### *The Montreal Shopman*

Du 7 au 21 juin 1920, 600 délégués de la Fédération américaine du travail se réunissent en congrès à Montréal au théâtre Saint-Denis<sup>142</sup>. Ce premier congrès de la FAT au Québec –le deuxième seulement à se dérouler hors des États-Unis en 40 ans– reçoit une attention considérable dans la presse. Divers responsables syndicaux profitent de cette tribune pour attaquer publiquement la One Big Union.

Le 23 juin, l’OBU frappe un grand coup en imprimant 15 000 copies d’une toute nouvelle publication de six pages, le *Montreal Shopman*. Présenté comme « the Official Organ of The Montreal Metal Trades and Transportation Units of the One Big Union », le journal est entièrement rédigé en anglais. Si le « business manager » de cette publication est officiellement William E. Long, la coordination du travail d’édition revient à un organisateur de l’OBU envoyé à Montréal pour l’occasion, Benjamin J. Legere.

Legere (1887-1972) a un parcours pour le moins singulier. Né à Taunton au Massachusetts le 30 mai 1887, Legere fait carrière comme acteur au cinéma et au théâtre. Dans ses temps libres, il se consacre entièrement à l’organisation syndicale, d’abord au sein de l’IWW, puis de l’OBU qui a développé une section de son organisation aux États-Unis. Des rapports militaires rapportent sa présence le 17 juin lors d’une réunion de l’OBU qui se tient au Temple du travail, à laquelle assistent environ 500 membres, majoritairement des ouvriers des ateliers Angus : « A man

named Algier [sic] also spoke. He is an IWW organizer but is now employed by the OBU at Lawrence Mass. »<sup>143</sup>.

Dans les pages du *Montreal Shopman*, l’OBU propose une autre lecture du congrès de la FAT, que Legere compare à un « cirque », à un « corps mort » servant les intérêts des bureaucrates syndicaux avant ceux des travailleurs. Le journal s’adresse directement à la base de la FAT, à ce qu’on appelle communément le « Rank and File » :

The language of our report may not sound pleasant to those of you who carry cards in the A.F. of L. and who have come to think of yourselves as being the A.F. of L. Before we go any further, that point must be cleared up. WE want YOU of the great rank and file of the labor movement in America to understand that OUR criticism and condemnation of the A.F. of L. does not include YOU. The ONE BIG UNION meets the declaration of a “holy war against the O.B.U.” so loudly announced by your Officials at Montreal by gladly accepting the challenge. We take up the fight against the thing we have seen in session for the past two weeks in this city as fearlessly as we enter the combat against the exploiters of labor. We recognize, in fact, that it is the same fight. BUT we want it clearly understand by every one of you men and women of the rank and file that we are not fighting you. Whenever you undertake a fight against the BOSS you will find us with you. BUT YOU WILL NOT ALWAYS FIND THE A.F. of L. WITH YOU. (...) We of the O.B.U. have finished with the A.F. of L. and gone forward to a new form of unionism that is of our own making. The O.B.U. is OUR UNION and we of

the Rank and File are the O.B.U.<sup>144</sup>.

Toutefois, au-delà des attaques soutenues contre la hiérarchie syndicale, plusieurs articles –dont un signé par Rebecca Buhay– s’attardent à faire connaître les principes de la One Big Union et du syndicalisme industriel. L’éditorial trace des parallèles entre l’OBU et le Shop Steward Movement, une tendance syndicale autonome et combative apparue pendant la Première Guerre mondiale en Écosse. À demi-mot, les militants de l’OBU en profitent également pour prendre leurs distances avec les Industrial Workers of the World, l’autre grand syndicat révolutionnaire nord-américain : « The mistake usually made by insurgent labor movement of constructing a complete theoretic organization of the workers and then trying to impose the new form upon the rank and file was not made in this case »<sup>145</sup>.

Afin de montrer que les membres fondateurs de l’OBU ne sont pas complètement isolés dans leur critique du syndicalisme d’affaire, le *Montreal Shopman* décrit les démarches entreprises par d’autres groupes de travailleurs ayant fait scission ou ayant été expulsés de la FAT ailleurs en Amérique du Nord. D’autres textes abordent la situation politique internationale, notamment le conflit en Irlande, où l’OBU prend clairement parti pour le camp républicain. Au passage, le *Montreal Shopman* nous apprend que l’OBU revendique, au mois de juin 1920, la présence de trois unités actives à Montréal : la Metal and Transportation Unit, la General Workers Unit et la Lumber and Camp Workers Union dont les bureaux sont situés au 38, boul. Saint-Laurent<sup>146</sup>.

Rien n’indique que d’autres numéros du *Montreal Shopman* aient été publiés malgré la volonté affichée d’en faire

un bi-hebdomadaire. D’après un informateur policier, l’OBU a beaucoup de difficultés à distribuer les copies imprimées vendues 5 cents. Un mois après sa sortie, à peine 1 000 d’entre elles auraient trouvé preneur<sup>147</sup>. Les coûts d’impression, qui s’élèvent à 350\$, seront remboursés à William Long par l’OBU<sup>148</sup>. De prime abord, le *Montreal Shopman* semble avoir été diffusé pour faire contrepoids à la publicité générée par le congrès de la FAT en sol canadien, un évènement hautement symbolique pour le mouvement ouvrier. Le journal lui sert également à affirmer que l’OBU est belle et bien vivante à Montréal, l’un des bastions de la FAT au Canada.

### L’été 1920

Au cours de l’été 1920, la One Big Union poursuit sa réorganisation. Le 24 juin, lors d’une assemblée de l’OBU tenue dans ses locaux du boulevard Saint-Laurent, William E. Long rapporte la présence de 1500 membres dans la section des Metal Workers, dont il prend les commandes, laissant le secrétariat de la General Workers Unit à O. Charette. Il indique que le nombre de membres de sa section augmente au rythme de 300 par semaine. Deux moyens sont évoqués pour donner plus de visibilité à l’OBU à Montréal : le déclenchement de grèves et la publication de propagande en « langue juive », probablement le yiddish<sup>149</sup>.

À la fin du mois de juillet, la General Workers Unit se donne un premier comité exécutif, majoritairement composé de francophones : Guérin comme président; Annie Buller, vice-présidente; O. Charette, secrétaire aux finances; Rebecca Buhay, secrétaire anglophone et Ziner, secrétaire francophone, sont élus. Le wattman Rosaire Verville, qui demeure dans le quartier Saint-Henri, est nommé « doorkeeper » de la GWU<sup>150</sup>.



La présence de deux femmes, anglophones et juives, au sein de l'exécutif montréalais mérite d'être soulignée. Si l'on connaît un peu mieux Rebecca Buhay, la vice-présidente Annie Buller (1895-1973) est également une figure importante du mouvement ouvrier. Née en Ukraine d'une famille juive, Buller arrive avec ses parents à Montréal alors qu'elle est encore enfant. Dès l'âge de 13 ans, elle commence à travailler dans une usine de tabac. Adolescente, elle s'intéresse aux idées socialistes et se joint au Parti social-démocrate. En 1914, elle fait la connaissance de Rebecca Buhay avec qui elle se lie d'amitié. En 1919, Buller se rend à New-York pour étudier le marxisme à la Rand School of Social Science.

Cette expérience marque profondément Buller. De retour à Montréal, elle propose le 29 juillet 1920 à la GWU la formation d'un « Labor College », dont l'objectif est d'organiser des activités de formation politique pour les ouvriers. D'entrée de jeu, la proposition rencontre un accueil plutôt tiède. Mais au cours du mois d'août, le projet prend finalement forme<sup>151</sup>. Selon l'agent de la GRC, l'OBU n'a rien à voir avec le financement du « College » : les fonds proviendraient du « Soviet Bureau of New York ». Des locaux sont loués au mois d'octobre au St. Joseph Hall, situé au 182, Sainte-Catherine Est. Le « College » débute ses activités le 6 novembre en offrant une série de conférences sur l'histoire, l'économie et la politique, de même que des cours de français et d'anglais<sup>152</sup>.

À la même adresse, on retrouve la librairie de l'Educational Press Association (EPA), mise sur pied par Isidore Boltuck – « one of the most influential men in the radical movement in Montreal »<sup>153</sup> d'après la GRC – et quelques autres militants socialistes. L'EPA distribue à Montréal des

publications révolutionnaires anarchistes, communistes et syndicalistes importées de France<sup>154</sup>, en plus d'éditer des brochures sur la révolution russe et le mouvement communiste<sup>155</sup>.

Les agents de renseignement sont de plus en plus inquiets des liens présumés entre les militants socialistes montréalais et des émissaires du gouvernement soviétique<sup>156</sup>. Ils soupçonnent que des fonds transitent par Montréal, qui serait l'une des plaques tournantes de l'influence « bolchévique » dans le Dominion. Toutefois, quelque peu paradoxalement, les services de renseignement font surtout état de levées de fonds dans la métropole pour acheminer de l'aide technique ou humanitaire en Russie. Des militants de l'OBU sont au cœur de ces activités de solidarité internationale. Ainsi, Ulric Binette coordonne la venue à Montréal d'Isaac McBride, que les services de renseignement décrivent comme un représentant du gouvernement soviétique à New-York. Pour y parvenir, Binette travaille conjointement avec un comité formé de plusieurs organisations montréalaises. En plus de l'OBU et du Labor College, deux nouveaux partis politiques, le Parti socialiste indépendant – PSI ou Independent Socialist Party – et le Parti socialiste-communiste – PS-C ou French Socialist Communist Party –, sont également de la partie<sup>157</sup>. Dans ces deux organisations, l'OBU compte des membres comme Albert Saint-Martin au PS-C, et des sympathisants tels que l'éditeur du journal *Revolt*, F.W. Gerrish, et Hyman Edelstein au PSI.

### Des débats déchirants

À partir du mois de juillet, des débats agitent la One Big Union à Montréal. Le *membership*, qui semblait en pleine progression quelques mois plus tôt,

commence à fléchir. À la GWU, on commence à douter du véritable nombre de membres de la Metal Trade Unit<sup>158</sup>. Les réunions publiques sont de moins en moins fréquentées et les finances sont maintenant déficitaires. Selon Ulric Binette, les travailleurs sont trop sollicités à faire des dons lors des réunions et c'est l'une des raisons expliquant la perte de nombreux membres<sup>159</sup>. On assiste en effet à une hausse importante du taux de chômage qui occasionne une détérioration des conditions de vie de la classe ouvrière. C'est ce qui explique peut-être également que le journal *Le Travailleur - The Worker* connaît des difficultés à être distribué et vendu en kiosque<sup>160</sup>.

Des pistes de solutions pour le recrutement sont avancées : « The ways and means by which to increase the OBU membership in Montreal was discussed at this meeting and it was finally decided to start the OBU meetings on the street, around Market Square<sup>161</sup>, which is the method adopted by the French Communist Party which seems the only way to get people to enter the Labor Temple and listen to OBU speakers »<sup>162</sup>. Toutefois, même si ce genre d'évènement est important du point de vue de la propagande, certains militants estiment que l'OBU n'a pas actuellement les reins assez solides pour organiser des rassemblements en plein air sans l'autorisation des autorités, au risque que ses militants n'aboutissent en prison<sup>163</sup>.

En parallèle, de plus en plus de militants de la GWU souhaitent la fusion des différentes unités de l'OBU à Montréal. La question ne fait toutefois pas l'unanimité : Ulric Binette est en faveur, alors que Rebecca Buhay s'y oppose vigoureusement<sup>164</sup>. En arrière-plan, ce débat fait écho à celui qui fait rage au sein de l'OBU ailleurs au Canada. Trois factions

s'affrontent quant à la forme organisationnelle que devrait prendre le syndicat. Ces divergences vont éclater au grand jour à l'occasion du congrès de l'OBU qui se tient à Port Arthur en Ontario du 20 au 24 septembre 1920.

Le 26 août, lors de la rencontre conjointe de la GWU et de la Metal Trade Unit, W. E. Long est délégué pour représenter les membres de Montréal à la convention de Port Arthur. Rebecca Buhay, choisie comme déléguée substitut, parvient à faire adopter une résolution laissant toute la latitude au délégué concernant le vote à prendre sur la forme d'organisation. Alors que Binette est partisan de la forme industrielle tout comme Ernest Winch, principal dirigeant de la LCWIU, Buhay favorise l'organisation de classe comme Joseph Knight, organisateur pour l'est du Canada, tandis que Long préfère la forme géographique à l'instar de Victor Midgley, secrétaire de l'OBU<sup>165</sup>. Puisque Long ne peut se rendre à la convention, c'est donc Buhay qui se déplace à Port Arthur pour représenter les 261 membres en règle de l'OBU à Montréal, toutes unités confondues.

Alors que la convention de l'OBU bat son plein, le débat se poursuit parmi les militants montréalais. Un agent de renseignement rapporte les échanges houleux entre W. E. Long et U. Binette au sujet des structures syndicales. Pour faciliter l'adhésion de l'ASE de Maisonneuve à l'OBU, Long rejette la proposition de Binette visant à fusionner la GWU avec la Metal Trade Unit. D'après Long, les membres de l'ASE pourraient être indisposés du fait que la GWU est composée de travailleurs non-spécialisés. Soulevant les contradictions inhérentes à cette position par rapport au discours tenu par l'OBU depuis sa fondation, Binette

menace de faire imploser le syndicat si les militants présents refusent d'adopter un mode d'organisation de type « industriel ». Cette sortie fracassante provoque l'ire de M. Buhay, A. Saint-Martin, W. E. Long, O. Charette et Miller<sup>166</sup>.

Le fossé entre les militants de l'OBU continue de se creuser. Le 9 octobre, Rebecca Buhay rapporte aux autres membres les débats houleux qui ont eu lieu à la convention de Port Arthur. La semaine précédente, un agent indique que Saint-Martin et Binette sont presque venus aux coups lors d'une réunion. Selon lui, « There seems to be a great deal of dissatisfaction among the French Canadians and agent reports that very little progress in being made in organisation »<sup>167</sup>.

C'est dans ce climat tendu que Rebecca Buhay tente de remobiliser les membres de l'OBU à travers le bulletin de liaison interne :

There is no doubt that a great unemployment crisis is upon us and unless we as a working class organize and band all our energies towards getting all the workers as soon as possible into an effective organization the boss will do his utmost to crash the whole labor movement and thus bring down living conditions to the lowest possible level<sup>168</sup>.

Des changements surviennent dans l'exécutif de la General Workers Unit. Le 14 octobre, le président Guérin démissionne; il est remplacé par Albert Saint-Martin. Le conflit entre ce dernier et Ulric Binette semble encore très vif. Saint-Martin l'accuse d'avoir une attitude défaitiste qui éloigne les membres de l'organisation. Alors que la LCWIU ferme son bureau montréalais faute de ressources financières, on demande à Binette de

continuer à travailler bénévolement, mais celui-ci refuse et retourne à son métier de charpentier<sup>169</sup>. Il est finalement remplacé par Walter Cowan, un militant de Vancouver, qui travaille comme organisateur pour le syndicat en Ontario. Ce dernier prend également en charge l'édition du journal *Le Travailleur - The Worker*<sup>170</sup>. À la suite de la démission de Binette, le Parti socialiste-communiste fait une proposition à Cowan afin de produire la portion francophone du journal<sup>171</sup>. Cette entente permet à la publication de se poursuivre quelques mois avec un comité de rédaction formé de délégués des différentes unités de l'OBU et du PS-C. Il est convenu de ne pas aborder dans le journal les débats qui déchirent l'OBU.

Alors que la LCWIU s'apprête à rompre avec l'OBU pour s'affilier directement au Profintern, *Le Travailleur - The Worker* lance un appel à la solidarité entre tous les membres de l'organisation :

Jamais plus grande n'a été la nécessité d'une action commune entre les districts à l'est de Winnipeg. (...) Si nous devons avoir une One Big Union de fait et non pas seulement de nom, il est temps que nous faisons un effort pour en solidifier toutes les activités. (...) Soyons unis, oublions nos différends (après tout, la querelle n'est qu'entre officiers), et constituons une organisation qui soit en harmonie avec nos aspirations. Remettons-nous à l'œuvre, assurons-nous que les cartes ont été changées, et il n'y a aucun doute que les membres auront l'organisation qu'ils désirent avoir. Que notre motto soit le pouvoir aux membres et à bas les officiers dictateurs<sup>172</sup>.

À la fin du mois de décembre, *Le Travailleur - The Worker* cesse

définitivement ses activités, après 16 numéros.

### Aux côtés des sans-emplois

Au début de l'année 1921, la récession frappe durement les travailleurs du Québec. La prospérité artificielle créée par la guerre s'est effondrée, notamment à cause des difficultés engendrées par la reconversion de l'industrie de guerre :

Durant ces années difficiles, le chômage, les diminutions de salaires, la réduction du nombre d'heures de travail hebdomadaires affectent douloureusement l'ouvrier québécois. Comme au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la ronde infernale de la misère, de l'endettement, du recours à l'usurier ou au prêteur sur gages... et à l'émigration. À la ville comme à la campagne, les signes extérieurs de la crise sont partout<sup>173</sup>.

Le 29 janvier, un article dans le *One Big Union Bulletin* décrit la situation à Montréal : chômage massif dans l'industrie manufacturière et la métallurgie, pressions patronales aux ateliers Angus, qui reste l'un des rares bastions du syndicat. La *One Big Union* tente de mobiliser les travailleurs dans ce contexte plutôt difficile par l'entremise du Labor College, dans lequel ses membres sont impliqués. Le syndicat annonce également une vaste campagne d'organisation pour le printemps :

(...) we are arranging to have either Pritchard, or Russell, come and address a series of meetings, and spend a week aiding us in the big SPRING ORGANIZATION DRIVE which we are getting ready to launch. In the meantime we are still signing up new members, in spite of the unemployment that prevails, while the A.F. of L. is

losing members by the hundreds. KEEP YOUR EYE ON MONTREAL<sup>174</sup>.

Dans un autre article, publié la semaine suivante, l'OBU déplore la détérioration des conditions de travail : « The situation is at it's worst now, and its parallel has not been seen before in the history of the Montreal labor movement. Rents have gone up from 25 to 70 per cent. Agreements are being violated and A.F. of L. is helpless to do anything to meet the crisis »<sup>175</sup>. Le *One Big Union Bulletin* fait écho aux luttes menées par les sans-emplois : « This week the situation is more acute. The unemployed, mostly returned soldiers, have made raids on the bosses' grub pile, leaving the administrators of private property rudely shaken »<sup>176</sup>. L'article fait référence à deux actions directes dirigées dans de grands restaurants du centre-ville de Montréal par environ 200 chômeurs, pour la plupart des vétérans sans-travail. À la suite du refus de la municipalité de leur fournir un emploi suffisamment rémunéré pour nourrir leurs familles, les sans-emploi se présentent le 19 janvier chez Child's au 234, rue McGill, puis le lendemain chez Walton au 480, rue Sainte-Catherine ouest. Ils exigent de se faire servir à manger. Leur plan fonctionne et les restaurateurs plient à leurs demandes. Ces manifestations obtiennent une large couverture dans la presse, y compris aux États-Unis<sup>177</sup>. La police arrête toutefois deux chômeurs qu'elle soupçonne d'être à la tête du mouvement : Patrick J. Reid et Charles Hoby. Le colonel Gaudet, responsable de la sûreté municipale, demande à ce qu'on vérifie leur statut de citoyenneté, insistant pour qu'ils soient déportés s'ils sont étrangers<sup>178</sup>.

Ces actions directes amènent l'OBU à s'intéresser à la lutte menée par les vétérans sans-travail. La campagne, qui vise à organiser ces chômeurs au sein du

syndicat, débute au mois de février. Les militants de l'OBU sont en terrain connu. En 1914 et en 1918, des mouvements de sans-emplois conduits par des socialistes avaient connus un certain succès à Montréal. En tant que « Class Union »<sup>179</sup>, il apparaît logique à l'OBU de s'intéresser aux mouvements sociaux hors des milieux de travail : « being a class organization, it takes a lively interest in the activities of its class ».

Dans l'un de ses rapports, l'agent F.W. Zaneth commente les premiers pas de la campagne : « The OBU Central Executives of Montreal, have finally been able to get the leaders of the hungry crowd to address a meeting under the auspices of the OBU with the view to get some of these unemployed to take out the OBU membership cards »<sup>180</sup>. Le *One Big Union Bulletin* trace lui aussi un bilan de l'assemblée de sans-emplois organisée au Temple du travail la semaine précédente, à laquelle participe une majorité d'ex-soldats. Le *Bulletin* rapporte des extraits du discours que prononce Reid : « He declared that the time for delegations and talk was ended, and that the only way in which the unemployed could get a square deal was by relying upon themselves and not upon some Moses to lead them out of the wilderness »<sup>181</sup>. Bella Hall<sup>182</sup>, William Long et Rebecca Buhay prennent également la parole, « with appeals to the returned men to join the OBU, which resulted in 40 new members being signed up »<sup>183</sup>.

Dans le même numéro du journal, un autre article donne un aperçu du travail accompli par le Conseil central ouvrier de l'OBU à Montréal. Il mentionne notamment qu'un manifeste sur la question du chômage est en préparation. Le message qu'on veut transmettre est très clair : l'OBU n'est pas morte dans la métropole<sup>184</sup>. Pour s'en

convaincre, le *Bulletin* donne un aperçu des assemblées organisées au cours des dernières semaines dans la ville : rencontre de la General Workers Unit le jeudi, rencontre de la Metal Trade Unit le vendredi, réunion des sans-travail le lundi après-midi. Un comité, The Unemployed Association of Montreal, est formé avec comme revendications un revenu pour les chômeurs comparable à celui des travailleurs syndiqués, la reconnaissance de la Russie soviétique et l'ouverture de relations commerciales avec ce pays.

Avec l'appui de militantes et de militants du syndicat, les assemblées publiques se multiplient. Le 13 février, près de 400 chômeurs « of all nationalities and colors »<sup>185</sup> se réunissent à l'appel de l'OBU. Deux comités sont formés, l'un anglophone, l'autre francophone. Un militant de l'OBU, Gaston Pilon, est désigné comme secrétaire de la section de langue française<sup>186</sup>. Les réactions ne se font pas attendre. Selon le journal *La Patrie*, qui plaide pour une aide rapide de l'État aux sans-emplois,

Il existe en ce moment un malaise industriel dont les conséquences pourraient amener une révolution. On a entendu parler depuis quelques jours que de bolchévisme et de socialisme. Samedi dernier et hier, après-midi, des assemblées monstres de sans-travail ont été tenues au Temple du Travail. Les orateurs ont protesté contre le système actuellement établi. Le système a-t-on dit, ne peut pas résoudre le problème du chômage. Dans un langage qui dépassait les bornes, on a encouragé les nombreux chômeurs à s'emparer de tous les produits qui regorgent dans les entrepôts et qui sont mangés par les rats, tandis que le peuple crève de faim<sup>187</sup>.

Cette rencontre provoque également des réactions vives de la part des associations de vétérans. Le *Montreal Star*, connu pour ses positions pro-impérialistes, se fait leur porte-parole :

It is simply an attempt to exploit the out-of-work returned man for the purposes of the OBU and their whole object is red-hot Bolshevism. (...) Reid and Hoby – who from their resemblance to two famous characters are known generally as Mutt and Jeff – have no following amongst decent returned man, but congregate with perhaps four or five hundred of the riff-raff and foreign element in the city. If allowed to get out of hand they are enough to raise real trouble, for these foreigners will incite others to action, though they have not the pluck to do anything themselves<sup>188</sup>.

Les activités du comité se poursuivent tout au long du mois de mars à un rythme soutenu. Mais la répression s'accroît sur les chômeurs. Le 19 mars, le *One Big Union Bulletin* rapporte que Patrick J. Reid sera bientôt déporté du Canada. Un appel à la solidarité est lancé : « Action, not words, are needed! We call upon the organized workers to come to Reid's defense, We need your moral, Financial and active support against the iron heel of the present regime! »<sup>189</sup>. Son avocat multiplie les démarches devant les tribunaux pour le faire libérer, mais en vain. On perd la trace de Reid à la fin du mois de juin alors que son expulsion ne semble plus faire de doute<sup>190</sup>.

Malgré une importante couverture de presse, il semble que la campagne organisée par l'OBU soit un échec sur le plan du recrutement. C'est du moins le constat posé par l'agent de renseignement F.W. Zaneth :

(...) there are reasons to believe that the OBU leaders have wasted their time and energy in a fruitless cause. Not a single member has been gained by calling these meetings, although several hundreds membership cards were given to these unemployed, free of charge. The number attending these meetings is on the decreasing side, and it won't be long before there will be no one left, but the very few who started the OBU in Montreal<sup>191</sup>.

### Dissolution de l'OBU à Montréal

Dans les mois qui suivent la grève générale de Winnipeg, l'OBU devient le lieu de convergence des militants ouvriers les plus radicaux à Montréal. Cependant, deux ans plus tard, on peut constater que ce n'est plus le cas. À partir de l'automne 1920, on assiste à une multiplication des initiatives politiques révolutionnaires. Le 29 octobre 1920, quatre partisans de l'OBU – Albert Saint-Martin, Joseph Schubert, Michael Buhay et Isidore Boltuck – participent à une rencontre organisée par le Jewish Socialist Party visant à former un Parti communiste affilié à la 3<sup>e</sup> internationale. Saint-Martin fait partie du comité d'organisation du futur parti<sup>192</sup>. Un processus similaire de formation de groupes communistes locaux, d'adhésion à des partis communistes situés aux États-Unis et de tentatives de regroupement, est à l'œuvre partout au Canada.

Le 1<sup>er</sup> janvier 1921, les 21 conditions d'adhésions au Comintern sont publiées en première page du *Western Clarion*, le journal du Parti socialiste du Canada édité à Vancouver<sup>193</sup>. Au sein de ce parti, le débat fait rage depuis le début de l'automne sur l'opportunité d'adhérer ou non à l'Internationale communiste. Le mois suivant, le texte de Lénine, « Le gauchisme, maladie infantile du communisme », est diffusé dans le journal de la British

Columbia Federation of Labor, le *B.C. Federationist*<sup>194</sup>. Ici comme ailleurs, le prestige de la révolution russe est très important auprès des militants socialistes, y compris dans les rangs de la One Big Union.

Au printemps 1921, un tournant décisif est pris par les militants qui désirent adhérer à la 3<sup>e</sup> Internationale. Un représentant du Comintern, Caleb Harisson, parcourt le Canada afin de développer des liens entre les différents groupes communistes actifs au pays. Ses démarches portent fruit : « The result was the secret Unity Convention that founded the Communist Party of Canada in Guelph, Ontario, on May 23, 1921 »<sup>195</sup>. Au moins trois syndicalistes montréalais –Michael Buhay, Alex Gauld et Jack Margolese<sup>196</sup>– sont présents à Guelph, mais aucun francophone ne participe à la rencontre clandestine.

Pendant ce temps, l'organisateur en chef de l'OBU pour l'est du Canada, Joseph Knight, assiste au 3<sup>e</sup> congrès du Comintern et au congrès de fondation du Profintern, mieux connu comme l'Internationale des syndicats rouges ou ISR, qui ont lieu à Moscou. Les positions défendues par Knight, lui-même partisan de l'adhésion au Comintern, vont accentuer les divisions au sein de l'OBU :

The International's leadership had proposed to the congress that Communists should seek to take part in major established trade unions, even if their leadership was in the hands of pro-capitalist officials. During the congress debate on this point, a number of delegates, including the renowned U.S. Communist Bill Haywood, questioned this view, counterposing an orientation to smaller unions such as the U.S.-based Industrial Workers of the World (IWW) that attempted to

present a revolutionary trade union alternative.

Knight's speech to the congress took place on July 7, 1921, the day after Haywood's remarks. After criticizing Haywood for giving a false picture of the IWW, Knight argued that the Winnipeg general strike experience confirmed the correctness of the Communist International leadership's proposals for trade union work<sup>197</sup>.

Les directives du Comintern sont très claires : les militants communistes nord-américains doivent prendre la direction des syndicats affiliés à la FAT par la stratégie du « boring from within ». Toutefois, avant que ces consignes soient connues de tous, plusieurs mois s'écoulent pendant lesquels la One Big Union se déchire. À Montréal, ses activités sont au point mort. Le 9 octobre, Joseph Knight prend la parole devant un groupe de militants socialistes réunis au Labor College. Il fait part à ses camarades de son analyse de la conjoncture politique :

There is one living force in the world to-day that is directing all the revolutionary activity of the world. That is the *Third Internationale*. To-day we cannot be neutral, one must be either with the Third Internationale or against it. Unfortunately many good comrades of the past were falling down because they could not realize this. To direct all our work from this angle –that was the task which is before us to-day. To become part and parcel of the Third Internationale. And certainly many comrades here realize this truth and are working with might and main along these lines<sup>198</sup>.

Les militants juifs et anglophones les plus actifs –Michael et Rebecca Buhay, W.E.

Long, Annie Buller– se consacrent à cette tâche et utilisent le Labor College pour y arriver<sup>199</sup>. Selon le journal *The Workers' Guard*, « The Labor College has certainly become the centre of all revolutionary workers activity [in Montreal] »<sup>200</sup>. On y rapporte l'adhésion de plusieurs centaines de personnes en l'espace de quelques semaines. Si la plupart des activités se déroulent en anglais, des militants francophones comme Albert Saint-Martin y animent des cours sur l'économie, de même que des débats publics. Rien n'indique que ces militants de langue française maintiennent leur adhésion à l'OBU, ni qu'ils adhèrent au nouveau Parti communiste. Tout porte à croire que ce groupe poursuit ses efforts séparément<sup>201</sup>.

Le 16 octobre 1921, Michael Buhay prononce une conférence au Labor College sur le thème de la stratégie syndicale. Il y fait la promotion de la ligne de conduite adoptée par l'ISR : « He showed that the splitting of unions had only weakened the radical and militant sections within the reactionary unions. He said that Gomperism and trade union bureaucracy could only be fought and overcome by the militant workers organizing their force within the trade unions »<sup>202</sup>.

Trois semaines plus tard, Buhay annonce sa candidature aux élections fédérales pour une toute nouvelle organisation politique pré-parti, la Workers' League, qui regroupe 70 à 80 membres<sup>203</sup>. Il se présente dans la circonscription de George-Étienne-Cartier où il termine troisième avec un peu plus de 1 500 voix.

Au mois de février 1922, le Parti communiste se donne une vitrine publique avec la mise sur pied du Workers' Party of Canada (WPC). Plusieurs militants et ex-militants de l'OBU, dont quelques Montréalais, sont présents lors du congrès

de fondation qui se déroule à Toronto<sup>204</sup>. Des débats acerbes ont lieu sur l'appui que doit donner le nouveau parti à la One Big Union. Le secrétaire de l'OBU, R.B. Russell, tente de convaincre les délégués de rejeter la stratégie du « boring from within » et de se ranger derrière son organisation. Michael Buhay, qui fait partie du Provisional Organisational Committee du WPC, est l'un de ceux qui attaque avec virulence cette position<sup>205</sup>. Il faut dire que depuis quelques mois, Buhay s'est mis au service de l'Amalgamated Clothing Workers Union en compagnie de sa sœur Rebecca<sup>206</sup>.

La rupture entre l'OBU et le Workers' Party est consommée. Au mois d'avril 1922, la section canadienne de la Trade Union Educational League (TUEL) est officiellement lancée avec comme objectif la radicalisation du CMTC par la stratégie du « boring from within ». La TUEL applique les mots d'ordre lancés depuis Moscou par l'ISR visant la « conquête » des syndicats réformistes<sup>207</sup>. De façon paradoxale, ceux qui s'employaient à convaincre les ouvriers de quitter les unions internationales pour se joindre à l'OBU tentent maintenant de les persuader du contraire.

### **Retour sur la période étudiée (1919-1921)**

Comme nous venons de le voir, la One Big Union a utilisé trois stratégies afin de réaliser son objectif de s'implanter au Québec entre 1919 et 1921. Du mois d'avril au mois de septembre 1919, la One Big Union a tenté d'amener des syndicats locaux à faire scission avec la FAT et d'adhérer à ses structures. Pour y arriver, elle a lancé un référendum pancanadien et profité de la présence à Montréal de l'un de ses leaders, R.J. Johns, et de quelques contacts privilégiés dans les structures syndicales



afin d'organiser des assemblées publiques. Les sympathisants de l'OBU à Montréal manquent de temps : le congrès de fondation de l'organisation se déroule sans eux. La formation d'un Conseil industriel au cours de l'été 1919 n'arrive pas à capter le fort mouvement de contestation ouvrière qui se manifeste au mois de mai et juin parallèlement à la grève générale de Winnipeg. Cette première stratégie donne peu de résultats concrets : six mois plus tard, l'OBU est de retour à la case départ.

Au mois d'octobre 1919, la One Big Union change de stratégie. Son organisateur pour l'est du Canada, Joseph Knight, réunit un noyau de militants socialistes montréalais au sein d'une General Workers Unit. Ses membres multiplient les activités publiques afin de recruter d'autres travailleurs sur une base individuelle, puis collective. Leurs efforts se concentrent dans deux secteurs précis : les ateliers des chemins de fer et l'industrie de la confection. Parallèlement, la LCWIU se donne une assise dans la province. Les moyens utilisés pour arriver à recruter de nouveaux membres sont diversifiés. Outre les assemblées publiques, l'OBU publie deux journaux de fort tirage à Montréal<sup>208</sup>, de même que des affiches et des autocollants. L'OBU se sert du journal pour inviter les travailleurs à ses locaux : « Lorsque vous venez à Montréal, n'oubliez pas d'entrer au bureau no. 38 rue Saint-Laurent. C'est là vos quartiers généraux. Nous aimons à vous voir. Dans une chambre de lecture confortable vous trouverez tous les journaux ouvriers »<sup>209</sup>. Cette propagande est soit bilingue, soit anglophone. Le syndicat participe également à l'organisation de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai, ce qui lui donne une grande visibilité. Après des premiers résultats encourageants, le nombre d'adhérents décroît au fur et à mesure que la crise économique prend de

l'ampleur. L'OBU doit fermer ses locaux et mettre à pied ses organisateurs, faute de moyens financiers.

Après le congrès de l'OBU tenu à Port Arthur en septembre 1920, les sections montréalaises se restructurent. C'est une période d'instabilité pour l'organisation, marquée des divisions importantes au sein du *membership*. La One Big Union tente de mobiliser les travailleurs dans ce contexte plutôt difficile par l'entremise du Labor College, dans lequel ses membres sont impliqués. Pragmatique, l'OBU se range aux côtés des sans-emploi qui luttent contre la précarité et parvient même à rallier un nombre important de chômeurs à sa campagne, laquelle ne donne toutefois pas les résultats escomptés. Les moyens privilégiés par le syndicat sont sensiblement les mêmes, mais l'absence de journaux produits localement amène le Conseil central ouvrier de Montréal à utiliser davantage le *One Big Union Bulletin*, dont le contenu est exclusivement anglophone.

De façon paradoxale, nous n'avons recensé aucun arrêt de travail dans lequel des membres de l'OBU ont été directement impliqués entre 1919 et 1921. Il va sans dire que la grève fait partie intégrante des moyens d'action utilisés par un syndicat. Elle est considérée comme le moyen de pression ultime des travailleurs pour obtenir gain de cause face à leur employeur. La grève permet d'obtenir de meilleures conditions de travail, d'imposer la reconnaissance du syndicat ou de s'opposer à des reculs. Cela ne veut pas dire que les membres de l'OBU n'ont jamais envisagé concrètement le recours à la grève<sup>210</sup> ou qu'ils n'ont participé à aucune autre forme de moyen d'action sur leur lieu de travail. Néanmoins, cette absence est notable et mérite d'être soulignée. Nous faisons l'hypothèse que l'OBU n'a pas atteint une

masse critique suffisante lui permettant de mener des luttes offensives débouchant sur un arrêt de travail. Somme toute, l'OBU est essentiellement restée à un stade d'agitation-propagande et ne s'est pas retrouvée en position de pouvoir déclencher une grève dans un milieu de travail ou un secteur industriel.

En définitive, l'influence exercée par l'OBU sur les travailleurs de langue française est demeurée marginale. Il ne faut toutefois pas conclure, comme le fait l'historien David J. Bercuson, que l'OBU n'est à Montréal qu'une couverture « for immigrant radicals, mostly Russians and Jews, who had little knowledge of the OBU »<sup>211</sup>. Comme nous l'avons vu, les Canadiens français sont majoritaires au sein de l'exécutif local de la GWU, mais également dans la plupart des rassemblements organisés entre 1919 et 1921 à Montréal. Cela ne veut pas dire que les travailleurs immigrants n'ont pas joué un rôle clé au sein de l'OBU, bien au contraire. Leur apport et leur expérience militante furent déterminants. On retrouve bon nombre d'Italiens, de Russes et de Juifs dans le syndicat. Toutefois, pour des raisons que nous avons évoquées précédemment, notamment la crainte de servir de bouc émissaire dans un contexte d'après-guerre marqué par le chauvinisme et la « chasse aux rouges », à peine quelques centaines d'entre eux font le choix de se joindre à l'OBU, et ce, à la grande déception des responsables du syndicat. La mise sur pied du Parti communiste a lui aussi un impact déterminant au sein de plusieurs communautés immigrantes. De nouvelles lignes de démarcation apparaissent et l'OBU s'en trouvera perdante.

Nous ne pouvons passer sous silence la participation importante et remarquée de plusieurs femmes. Le rôle

joué par Rebecca Buhay, Annie Buller, Rose Henderson et Mme R. P. Mendelsohn reste inégalé dans le reste de l'organisation. Nulle part ailleurs les femmes n'ont eu autant de responsabilités de premier plan qu'à Montréal. À cette présence active s'ajoute le leadership exercé par de nombreuses travailleuses juives de l'industrie du vêtement, qui sont parmi les premières à se joindre à l'OBU, défiant du même coup les directions syndicales.

### **Des entraves majeures**

Plusieurs facteurs externes expliquent en partie les difficultés rencontrées par l'OBU entre 1919 et 1921. Dès la mise sur pied de leur syndicat, les membres et sympathisants de l'organisation sont placés sous une étroite surveillance par les corps policiers et les services de renseignement militaire. Plusieurs de ses militants sont la cible de perquisitions dans le cadre d'une opération conjointe menée au mois de juillet 1919. Au cours des deux années qui suivent, au moins deux militants montréalais, Frank Leoni et Patrick J. Reid, sont déportés du Canada pour leurs activités syndicales. À plusieurs reprises, l'OBU est obligée de déménager ses locaux à la suite des pressions exercées par les autorités de l'État sur les propriétaires des immeubles concernés. Les organisateurs du syndicat doivent également composer avec la crainte de se faire arrêter lors de leurs prises de parole sur la place publique ou à l'occasion de manifestations. Les corps policiers sont bien conscients des effets de cette répression sur le mouvement et s'en félicitent. La surveillance des activités de l'OBU est toutefois éclipsée par la création du Parti communiste, qui monopolise bientôt l'attention de la GRC.

## La riposte du CMTM et du CMTC

Au lendemain de la grève générale de Winnipeg, les directions syndicales affiliées au CMTC mettent tout en œuvre pour marginaliser l'OBU dans la métropole. Le journal du CMTM, *Le Monde ouvrier*, sert de fer de lance pour cette campagne. Des militants sont expulsés de leur syndicat à cause de leur soutien à l'OBU. Plusieurs assemblées organisées par l'OBU sont également perturbées par des membres du CMTM. C'est également le cas pour les préparatifs entourant la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1920. Ces pressions constantes ont pour effet de fragiliser l'appui des travailleurs à l'OBU et de créer un climat de tension là où s'affrontent les deux organisations.

## Les divisions internes

Quelques mois à peine après sa fondation, l'OBU est confrontée à des divisions internes qui vont miner son développement. Le départ de milliers de membres affiliés à la LCWIU en 1920 est un coup dur pour l'organisation. Cette scission provoque la disparition du journal *Le Travailleur-The Worker* et la mise à pied du seul organisateur francophone pour l'Est du Canada. Avec la création du Parti communiste en 1921, suivie par celle du Workers' Party l'année suivante, l'OBU perd la quasi-totalité de ses militants à Montréal<sup>212</sup>. Il faudra attendre quelques années pour qu'une nouvelle section se forme au Québec, le temps que des dissidents quittent le WPC et que la crise économique commence à se résorber.

## Notes et références

---

\* Ce texte est tiré de notre mémoire de maîtrise *Une Grande Union pour tous les travailleurs. La One Big Union au Québec (1919-1929)*, département d'histoire, Université Laval, 2013, 148p.

<sup>1</sup> Éric Leroux, *Gustave Francq. Figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*, Montréal, VLB éditeur, 2001, p. 168.

<sup>2</sup> Larry Peterson, « The One Big Union in International Perspective : Revolutionary Industrial Unionism 1900-1925 », *Labour / Le Travailleur*, 7 (printemps 1981), p. 41-66.

<sup>3</sup> Gregory S. Kealey. *Workers and Canadian History*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's University Press, 1995, p. 107-108.

<sup>4</sup> OBU, *Constitution and Laws of the One Big Union*, ca1919, p. 1.

<sup>5</sup> La définition de classe ouvrière proposée par l'OBU est la suivante : « By the terms Worker or Labor, we mean all those who by useful work or

---

brain, feed, clothe or shelter; or contribute towards the health, comfort and education of the human race » (OBU, *Bulletin no. 8*, ca1920, p. 4).

<sup>6</sup> Au cours des dernières années, plusieurs auteurs se sont intéressés à l'OBU, notamment : Todd McCallum, « *A Modern Weapon for Modern Man* » : *Marxist Masculinity and the Social Practices of the One Big Union, 1919-1924*, Kingston, Queen's University, 1993, 146 p. ; Todd McCallum, « Not a Sex Question ? » : *The One Big Union and the Politics of Radical Manhood*, *Labour/Le Travail*, 42 (automne 1998), 15-54. ; Todd McCallum, « The Strange Tale of Tom Cassidy and Catherine Rose, or, Free Love, Heterosexuality, and the One Big Union », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, 9, 1, 1998, p. 125-154. ; Jason Devine, « *You understand we are radical* » : *The United Mine Workers of America, District 18 and the One Big Union, 1919-1920*, Calgary, University of Calgary, 2009, 49 p.

---

<sup>7</sup> Michel S. Beaulieu, *Labour at the Lakehead : Ethnicity, Socialism, and Politics, 1900-1935*, Vancouver, UBC Press, 2011, p. 69.

<sup>8</sup> Mathieu Houle-Courcelles, *Sur les traces de l'anarchisme au Québec (1860-1960)*, Montréal, Lux Éditeur, 2008, p. 127-132, 136-140.

<sup>9</sup> Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais, 1918-1929 : structure et conjoncture*, Thèse de doctorat, Montréal, Université de Montréal, 2000, 420 p.

<sup>10</sup> Par mouvement ouvrier, nous entendons « l'ensemble des courants de pensée, des organisations politiques, syndicales, coopératives, mutualistes, des associations culturelles, des organes de presse, qui mettent leurs espoirs d'une meilleure justice sociale ou de transformations sociales dans l'action de la classe ouvrière, des salariés et des couches sociales les plus défavorisées, ou encore qui se fixent comme objectif l'émancipation des travailleurs » (Claude Penetier, « Le dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français entre passé et avenir », Michel Dreyfus, Claude Penetier et Nathalie Viet-Depaule, dir. *La part des militants*. Paris, Les Éditions de l'Atelier, 1996, p. 341).

<sup>11</sup> De nombreux auteurs abordent le développement de l'IWW aux États-Unis, mais également au Canada, au Mexique, en Suède, en Australie, en Afrique du Sud, etc. Pour un survol en langue française, notons : Larry Portis, *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis*, Paris, Spartacus, 1985, 147 p. Au sujet de l'IWW au Canada, voir notamment : Mark Leier, *Where the Fraser River Flows : The Industrial Workers of the World in British Columbia*, Vancouver, New Star Books, 1990, 138 p.; J. Peter Campbell, « The Cult of Spontaneity : Finish-Canadian Bushworkers and the Industrial Workers of the World in Northern Ontario, 1919-1934 », *Labour/Le Travail*, 41 (Printemps 1998), p. 117-146.

<sup>12</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7, juillet 1919, p. 808.

---

<sup>13</sup> Gerald Friesen, « 'Yours in Revolt' : The Socialist Party of Canada and the Western Canadian Labour Movement », *Labour/Le Travailleur*, 1 (1976), p. 141.

<sup>14</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice I, *Referendum on Industrial Organisation*, Vancouver, 2 avril 1919, p. 1.

<sup>15</sup> Kenneth McNaught et David J. Bercuson, *The Winnipeg Strike : 1919*, Don Mills, Longman Canada Limited, 1974, p. 32.

<sup>16</sup> À Saint-Jean-sur-Richelieu : Operative Potters #78. À Montréal : Railway Carmen Lodge 234, Patternmakers League, Locomotive Engineers Citadel Division. À Québec : Culinaire Association Local 440. À Charny : Canadian Brotherhood of Railway Employees. À Hull : Pulp Sulphite & Paper Mill Workers #73. À Joliette : Railway Carmen Lodge 531. À Rivière-du-Loup : Maintenance of Way Men. Notons au passage la sur-représentation des syndiqués du rail parmi les unités qui répondent au référendum. Cela reflète leur position dominante au sein du mouvement ouvrier au Canada.

<sup>17</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice II, p. 7-8.

<sup>18</sup> Craig Heron, « National Contours : Solidarity and Fragmentation », Craig Heron, dir. *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 293.

<sup>19</sup> Justice, « Affiliation or "one big Union" », *Le Monde ouvrier*, 29 mars 1919, p. 3.

<sup>20</sup> *Ibid.*

<sup>21</sup> « On ne veut pas de la One Big Union », *Le Monde ouvrier*, 3 mai 1919, p. 2.

<sup>22</sup> *Ibid.*

<sup>23</sup> Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 146-147.

<sup>24</sup> MG10 A3, One Big Union, Secretary of the OBU à M. A. Féitnas (sic), 7 mai 1919, p. 1.

---

<sup>25</sup> MG10 A3, One Big Union, H.A. Spence à V.R. Midgley 6 mai 1919, p. 1.

<sup>26</sup> Il s'agit de la section canadienne du syndicat britannique fondé en 1851, regroupant des mécaniciens spécialisés. La section montréalaise de l'ASE est apparue en 1853.

<sup>27</sup> MG10 A3, One Big Union, H.B. Stark à V.R. Midgley, 14 mai 1919, p. 1.

<sup>28</sup> MG10 A3, One Big Union, A. Fernandez à V.R. Midgley, 23 avril 1919, p. 1.

<sup>29</sup> MG10 A3, One Big Union, R.J. Johns à V.R. Midgley, 4 mai 1919, p. 1.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>31</sup> MG10 A3, One Big Union, R.B. Russell à V.R. Midgley, 9 mai 1919, p. 1.

<sup>32</sup> Voir notamment : Alfred Charpentier, « Le mouvement politique ouvrier de Montréal (1883-1929) », dans Fernand Harvey, dir. *Aspects historiques du mouvement ouvrier au Québec*, Montréal, Boréal Express, 1973, p. 151.

<sup>33</sup> International Association of Machinists, *Machinists' Monthly Journal*, 31, 8 (août 1919), p. 750.

<sup>34</sup> Hirsch Hershman, « À l'occasion des vingt-cinq ans du mouvement ouvrier juif à Montréal », *Bulletin du RCHTQ*, 26, 71 (printemps 2000), p. 42-58.

<sup>35</sup>

[http://www.mhs.mb.ca/docs/people/houston\\_jd.s.html](http://www.mhs.mb.ca/docs/people/houston_jd.s.html) (consulté le 1er janvier 2013).

<sup>36</sup> Gregory S. Kealey, « 1919 : The Canadian Labor Revolt », *Labour/Le Travail*, 13 (1984), p. 13.

<sup>37</sup> « Minutes of Joint Executives », *OBU Bulletin*, 19 septembre 1919.

<sup>38</sup> « John D. Houston », *OBU Bulletin*, 19 mars 1921, p. 1.

<sup>39</sup> Selon les sources, le prénom du père d'Isidore Boltuck change avec le temps, devenant tantôt Maurice, Morris ou même Moses. La même chose est aussi vraie au sujet du nom de famille.

Ainsi, Boltuck devient Baltik dans le recensement de 1911, Boltuch dans l'édition de 1905-1906 de l'annuaire Lovell et Boltock dans l'édition de 1910-1911 avant de se « stabiliser » avec Boltuck lors des éditions subséquentes.

<sup>40</sup> Voir à ce sujet : Israël Medresh, *Le Montréal juif d'autrefois*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1997, 272 p.

<sup>41</sup> « Un journal distribué aux manifestants », *L'Action catholique*, 2 mai 1919, p. 2.

<sup>42</sup> « La parade socialiste d'hier après-midi », *La Patrie*, 2 mai 1919, p. 11.

<sup>43</sup> MG10 A3, One Big Union, Isidore Boltuck à Central Executive Committee of the OBU, 10 mai 1919, p. 4.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 5-6.

<sup>45</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>46</sup> *Ibid.*, p. 5.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>48</sup> RG13 A2, 233, 1919-443-463, Chief Commissioner of Police à The Deputy Minister of Justice, 29 mai 1919.

<sup>49</sup> MG10 A3, One Big Union, R. Kerrigan à R.J. Johns, 17 mai 1919, p. 1.

<sup>50</sup> Voir Simon Belkin, *Le mouvement ouvrier juif au Canada, 1904-1920*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1999, 390 p.

<sup>51</sup> A. Marcovitch est le président de la section des Pants Maker de l'Amalgamated Clothing Workers Union à Montréal. Voir : Ministère du Travail du Canada, *Dixième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1920)*, Ottawa, F. A. Acland, 1921, p. 172.

<sup>52</sup> Jack Margolese est le secrétaire de l'Amalgamated Clothing Workers Union à Montréal. Voir : Ministère du Travail du Canada, *Neuvième rapport annuel sur l'organisation ouvrière au Canada (1919)*, Ottawa, F. A. Acland, 1920, p. 127.

<sup>53</sup> J.-A. Duquette est l'agent d'affaire de l'Union locale 115 des travailleurs en vêtements

---

canadiens-français. À ce sujet, voir : « Chronique Ouvrière », *La Patrie*, 17 juillet 1919, p. 7.

<sup>54</sup> MG10 A3, One Big Union, R. Kerrigan à R.J. Johns, 17 mai 1919, p. 3. Joseph Schubert (1889-1952) est un militant socialiste et syndical juif. Né en Roumanie, il immigré à Montréal en 1903. Schubert participe à la mise sur pied des premiers syndicats de l'industrie du vêtement et à l'Arbeiter Ring, une organisation ouvrière juive. Lors des élections municipales de 1916, Schubert se présente comme candidat pour le Parti social-démocrate. Il sera finalement élu comme échevin dans le quartier Saint-Louis en 1924, poste qu'il occupe pendant 16 ans.

<sup>55</sup> MG10 A3, One Big Union, R. J. Johns à V.R. Midgley, 17 mai 1919, p. 1.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>57</sup> MG10 A3, One Big Union, V. R. Midgley à R. J. Johns, 22 mai 1919, p. 1.

<sup>58</sup> « L'assemblée d'hier soir, à Maisonneuve », *La Patrie*, 28 mai 1919, p. 3.

<sup>59</sup> Secrétaire de l'Assemblée de Montréal du Parti ouvrier, Rose Henderson travaille également comme officier de surveillance à la Cour juvénile de Montréal. À son sujet, voir : Peter Campbell, *Rose Henderson, A Woman for the People*, Montréal-Kingston, McGill-Queen's Press, 2010, 394 p.

<sup>60</sup> Membre du Parti social-démocrate et secrétaire du comité organisateur de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1919.

<sup>61</sup> « Radicals Back Winnipeg Strike », *The Gazette*, 28 mai 1919, p. 4.

<sup>62</sup> Voir notamment : « La formation d'un Parti Ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 20 octobre 1917, p. 1 ; « Un nouveau parti ouvrier est formé » *La Patrie*, 5 novembre 1917, p. 7.

<sup>63</sup> « La "One Big Union" », *Le Monde ouvrier*, 7 juin 1919, p. 1.

<sup>64</sup> *Ibid.*

<sup>65</sup> Éric Leroux, *Gustave Franq*, p. 113, 134-135, 157.

<sup>66</sup> Voir notamment : Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7 (juillet 1919).

<sup>67</sup> Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity in The Workers' Revolt in Canada 1917-1925 », dans Craig Heron, dir. *The Workers' Revolt in Canada 1917-1925*, Toronto, University of Toronto Press, 1998, p. 111.

<sup>68</sup> *Ibid.*

<sup>69</sup> « Pourquoi les ouvriers de la Canadian Vickers sont en grève », *Le Monde ouvrier*, 21 juin 1919, p. 2.

<sup>70</sup> Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 111.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. 111.

<sup>72</sup> *Ibid.*, p. 113.

<sup>73</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 19, 7 (juillet 1919), p. 856.

<sup>74</sup> Ministère du Travail du Canada, *La Gazette du Travail*, Ottawa, 20, 3 (mars 1920), p. 308 et 313.

<sup>75</sup> *Deux grèves de l'Internationale : aux chantiers Davie et à la Dominion Textile*, Québec, Éditions de L'Action Sociale Catholique, 1919.

<sup>76</sup> « Les leçons des deux grèves », *L'Action catholique*, 23 août 1919, p. 1.

<sup>77</sup> Département du Procureur-Général de la Province de Québec, Dossier 5007-1919, P. Bélanger à M. E. R. Décary, 2 juillet 1919, 2 p.

<sup>78</sup> « New Body Bidding for Labor Control », *The Gazette*, 21 juillet 1919, p. 4.

<sup>79</sup> Le nom de son syndicat est la United Association of Journeymen, Plumbers, Gas Fitters and Steam Fitters Helpers of the United States and Canada. Dans le bulletin de l'IAM (*Machinists' Monthly Journal*, 33, 8 (août 1920), p. 698), on indique que Blais représente désormais les syndicats suivants :

---

United Association of Plumbers and Steamfitters; Amalgamated Sheet Metal Workers; International Alliance.

<sup>80</sup> « New Body Bidding for Labor Control », *The Gazette*, 21 juillet 1919, p. 4.

<sup>81</sup> Paul Faure, « La grève de Winnipeg », *Le Monde ouvrier*, 12 juillet 1919, p. 1.

<sup>82</sup> « Ce que fut la grève de Winnipeg », *La Patrie*, 19 juillet 1919, p. 5.

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> Voir à ce sujet : [http://www.mhs.mb.ca/docs/people/bray\\_re.shtm](http://www.mhs.mb.ca/docs/people/bray_re.shtm) (consulté le 20 juillet 2012).

<sup>85</sup> Gustave Francq, « Les extrémiste », *Le Monde ouvrier*, 19 juillet 1919, p. 1.

<sup>86</sup> « Capturons le congrès » et « Une bande docile », *Le Monde ouvrier*, 16 août 1919, p. 1.

<sup>87</sup> *Ibid.*

<sup>88</sup> *Ibid.*

<sup>89</sup> Gustave Francq, « La One Big Union reçoit un coup mortel », *Le Monde ouvrier*, 27 septembre 1919, p. 1.

<sup>90</sup> Forgeron de métier, Edmond Simard sera candidat pour le Parti communiste lors de l'élection fédérale de 1930 dans la circonscription de Maisonneuve. Il fait partie du premier groupe de Canadiens français qui se joint au PCC en 1927.

<sup>91</sup> « La convention du Parti Ouvrier », *Le Monde ouvrier*, 22 novembre 1919, p. 2.

<sup>92</sup> Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 111.

<sup>93</sup> Éric Leroux, *Gustave Francq*, p. 174.

<sup>94</sup> *Ibid.*, p. 175.

<sup>95</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice V, *Report of Proceedings, First Semi-Annual Convention of the One Big Union*, 1920, p. 5.

<sup>96</sup> « Chronique ouvrière, Les effets de la grève de Winnipeg », *La Patrie*, 8 octobre 1919, p. 7.

<sup>97</sup> Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 149.

<sup>98</sup> « Montreal », *OBU Bulletin*, 25 octobre 1919.

<sup>99</sup> « Montreal », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> novembre 1919, p. 5.

<sup>100</sup> « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 29 octobre 1919, p. 7; Bernard Dansereau, *Le mouvement ouvrier montréalais*, p. 151.

<sup>101</sup> Le 6 mars 1920, le *One Big Union Bulletin* rapporte que le groupe montréalais a versé une somme de 1000\$ au Fonds de défense légal.

<sup>102</sup> RG146, 92-A-00012, Albert J. Cawdron à A.A. McLean, Ottawa, 17 novembre 1919.

<sup>103</sup> Anne Frances Toews, « For Liberty, Bread, and Love : Annie Buller, Beckie Buhay, and the Forging of Communist Militant Femininity in Canada 1918-1939 », *Mémoire de maîtrise*, Burnaby, Simon Fraser University, 2009, 112 p.

<sup>104</sup> Geoffrey Ewen, « Quebec : Class and Ethnicity », p. 129.

<sup>105</sup> Voir à ce sujet : RG24, 4472, Lt. Colonel G.E. Burns à Lt. Colonel F.E. Davis, Bolshevism and OBU, Montreal, 18 mars 1920, p. 2.

<sup>106</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice V, *Report of Proceedings, First Semi-Annual Convention of the One Big Union*, 1920, p. 3.

<sup>107</sup> *Ibid.* Notons que cette attitude des représentants du mouvement ouvrier juif était observable avant la Première Guerre mondiale, comme le montrent les débats entourant l'organisation de la première manifestation du 1<sup>er</sup> mai à Montréal en 1906.

<sup>108</sup> Ce chiffre se situe plutôt aux alentours de 63%, si l'on se fie aux statistiques du recensement de 1921. Ministère du Commerce, *Sixième recensement du Canada, 1921*, Volume II, Ottawa, F.A. Acland, 1924, p. 564-565. Voir

---

également : Paul-André Linteau, *Histoire de Montréal depuis la Confédération*, Montréal, Les éditions du Boréal, 1992, p. 317.

<sup>109</sup> Selon les rapports des services de renseignement militaire du district de Montréal, huit réunions comptaient majoritairement des ouvriers canadiens-français, deux comptaient majoritairement des ouvriers anglophones, une comptait majoritairement des ouvriers d'origine russe et trois pour lesquelles l'information est manquante. Toutefois, comme deux d'entre elles étaient destinées à des ouvriers du textile, on peut faire l'hypothèse que les travailleurs d'origine juive devaient y être majoritaires.

<sup>110</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 mars 1920, p. 2

<sup>111</sup> *Ibid.*, 9 avril 1920, p. 3 et 30 avril 1920, p. 3.

<sup>112</sup> *Ibid.*, 8 avril 1920, p. 1.

<sup>113</sup> « J. R. Knight's Report », *OBU Bulletin*, 1<sup>er</sup> mai 1920, p. 1.

<sup>114</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 avril 1920, p. 1.

<sup>115</sup> *Ibid.*, 17 avril 1920, p. 2.

<sup>116</sup> *Ibid.*, 30 avril 1920, p. 2. Le chiffre de 20 000 bûcherons affiliés à l'OBU dans l'est du Canada apparaît largement exagéré, puisque l'OBU dans son entier compte moins de 50 000 membres à cette époque.

<sup>117</sup> Il s'agit d'Achile Delâge (1876-1948), avocat à Nominique.

<sup>118</sup> « Correspondances », *Le Travailleur – The Worker*, 8 (15 août 1920), p. 2.

<sup>119</sup> *Ibid.*

<sup>120</sup> RG24 Vol. 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 27 mars 1920, p. 1

<sup>121</sup> *Ibid.*, 23 avril 1920, p. 1.

<sup>122</sup> *Ibid.*, 8 avril 1920, p. 3.

<sup>123</sup> *Ibid.*, 17 avril 1920, p. 2.

<sup>124</sup> *Ibid.*, 30 avril 1920, p. 3.

<sup>125</sup> Située au coin de l'avenue du Mont-Royal et de la rue Saint-Urbain, l'aréna sert de domicile au Club de hockey Canadien. Sa capacité est de 6 000 places.

<sup>126</sup> « Les socialistes défilent ici à 3 hrs. P.M. », *La Patrie*, 1<sup>er</sup> mai 1920, p. 5. Voir annexe 1, figure 3 et 4.

<sup>127</sup> « Les socialistes fêtent la journée du 1<sup>er</sup> mai », *Le Canada*, 3 mai 1920, p. 4.

<sup>128</sup> « This man is the organizer at Angus shops and is apparently becoming very active there as evidenced by the number present ». L'agent fournit une description de l'homme. Âgé d'une quarantaine d'années, on le dit proche des cercles sociaux-démocrates et wobblies (IWW). À son sujet, voir : RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 juin 1920, p. 1.

<sup>129</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 mai 1920, p. 1-3. Voir également : « Les socialistes fêtent la journée du 1<sup>er</sup> mai », *Le Canada*, 3 mai 1920, p. 4.

<sup>130</sup> *Ibid.*

<sup>131</sup> « Le défilé socialiste à Montréal », *La Patrie*, 3 mai 1920, p. 7.

<sup>132</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 mai 1920, p. 3.

<sup>133</sup> *Ibid.*, 8 mai 1920, p. 2.

<sup>134</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>135</sup> Il s'agirait d'Anselme Binette. D'après le recensement de 1911, il serait né au mois de mars 1878 et travaillerait comme garde-moteur. Selon les services de renseignement militaire, Anselme Binette serait le frère d'Ulric Binette, qui est charpentier.

<sup>136</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 14 mai 1920, p. 1.

<sup>137</sup> *Ibid.*, p. 2.

<sup>138</sup> *Ibid.*, p. 1.

<sup>139</sup> *Ibid.*, 20 mai 1920, p. 1.



---

<sup>140</sup> *Ibid.*, 4 juin 1920, p. 1.

<sup>141</sup> *Ibid.*, 20 mai 1920, p. 1.

<sup>142</sup> « Ouverture, ce matin, des assises du 40<sup>ème</sup> grand congrès international des travailleurs », *La Patrie*, 7 juin 1920, p. 1.

<sup>143</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 21 juin 1920, p. 1.

<sup>144</sup> « To the Rank and File of Labor », *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 1.

<sup>145</sup> « Editorials », *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 2.

<sup>146</sup> « OBU Meetings ». *The Montreal Shopman*, 1, 1 (juin 1920), p. 3.

<sup>147</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 2.

<sup>148</sup> University of British Columbia (Special Collections Division), One Big Union Records, Appendice VI, *Report of the Second Convention of the One Big Union*, 1920 p. 11.

<sup>149</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 26 juin 1920, p. 1.

<sup>150</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 1.

<sup>151</sup> RG146, 92-A-00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1.

<sup>152</sup> « Montreal Labor College », *Le Travailleur – The Worker*, 14 (15 novembre 1920), p. 1.

<sup>153</sup> Gregory S. Kealey et Reg Whitaker, *R.C.M.P. Security Bulletins : The Early Years 1919-1929*, St-John's, Canadian Committee on Labour History, 1994, p. 160.

<sup>154</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 3 juillet 1920, p. 1. D'après la GRC, « French Canadians are remarkably fond of reading good French, the principal qualification for a journalist in Quebec being the possession of a pure and elegant French style rather than activity in collection of news; it may be surmised that the local radicals have felt their inferiority in this and have recourse to France

with this in mind » (Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 81).

<sup>155</sup> Nous avons retrouvé deux brochures éditées par l'EPA à Montréal : *Information respecting the Russian Soviet system and its alleged propaganda in North America* (L. Martens) et *The Manifesto of the Moscow International* (Lenin, Trotzky, Platten, Zinoviev and Rakovsky), toutes deux publiées vers 1920.

<sup>156</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 29 juin 1920, p. 1.

<sup>157</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 75.

<sup>158</sup> RG146, 92-A-00012, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 16 août 1920, p. 1.

<sup>159</sup> *Ibid.*

<sup>160</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 48.

<sup>161</sup> Il s'agit de l'ancienne Place du Marché, devenue la Place Jacques-Cartier dans ce qui est aujourd'hui le Vieux-Montréal.

<sup>162</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 2.

<sup>163</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 96.

<sup>164</sup> RG146, 92-A-00012, OBU at Montreal, 31 juillet 1920, p. 1.

<sup>165</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 94.

<sup>166</sup> RG146, 92-A-00012, OBU – Montreal-Metal Trades Unit, 22 septembre 1920.

<sup>167</sup> RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. à Lt. Colonel P.E. Davis, 8 octobre 1920, p. 1.

<sup>168</sup> RG146, 92-A-00012, R. Buhay, One Big Union General Workers Unit, Montreal, 12 octobre 1920.

<sup>169</sup> Binette réintégrera finalement le CMTM deux ans plus tard, en se joignant à son « comité de propagande ». Voir à ce sujet : « Au Conseil

---

des métiers et du travail », *Le Peuple*, 14 octobre 1922, p. 2.

<sup>170</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 213. RG146, 92-A-00012, RCMP. Additional Personal History File to Rebecca Buhay, p. 4.

<sup>171</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 223.

<sup>172</sup> « Solidarité », *Le Travailleur – The Worker*, 16 (15 décembre 1920), p. 1.

<sup>173</sup> Serge Courville, dir. *Atlas historique du Québec : Population et territoire*, Québec, Presse de l'Université Laval, p. 130.

<sup>174</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 29 janvier 1921, p. 3.

<sup>175</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 5 février 1921, p. 4.

<sup>176</sup> « Montreal OBU », *OBU Bulletin*, 5 février 1921, p. 4.

<sup>177</sup> Voir notamment : « Nouveau raid des chômeurs », *La Patrie*, 21 janvier 1921, p. 1; « Des chômeurs affamés prennent d'assaut, un restaurant, rue McGill », *La Patrie*, 21 janvier 1921, p. 14; « Près de deux cent soldats exigent le diner chez Child's », *Le Canada*, 21 janvier 1921, p. 8; « Nous ne permettrons aucun désordre », *La Patrie*, 22 janvier 1921, p. 8; « Trois meneurs des soldats sont arrêtés et seront déportés », *Le Canada*, 22 janvier 1921, p. 7; « Montreal's Jobless Goes on a Strike », *Lewiston Daily Sun*, 22 janvier 1921, p. 1.

<sup>178</sup> « Nous ne permettrons aucun désordre », *La Patrie*, 22 janvier 1921, p. 8; « Trois meneurs des soldats sont arrêtés et seront déportés », *Le Canada*, 22 janvier 1921, p. 7

<sup>179</sup> « Developments in Montreal », *OBU Bulletin*, 26 février 1921, p. 1.

<sup>180</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to RCMP, Montreal, OBU – Montreal General Conditions, 1<sup>er</sup> février 1921, p. 1.

---

<sup>181</sup> « Montreal OBU Hold Mass Meeting for Unemployed », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1.

<sup>182</sup> Bella Hall (1878-1961) est une militante socialiste originaire de l'Ontario, établie à Montréal en 1914. Après avoir étudié à la Rand School of Social Science (New-York), elle rentre à Montréal en 1920 et participe à la mise sur pied du Labor College dont elle est la première secrétaire. Son conjoint, Alex Gauld, est également un militant socialiste impliqué dans le mouvement syndical. Tous deux se joindront au Parti communiste du Canada.

<sup>183</sup> « Montreal OBU Hold Mass Meeting for Unemployed », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1.

<sup>184</sup> « Montreal News », *OBU Bulletin*, 12 février 1921, p. 1. Voir également le numéro du 26 février.

<sup>185</sup> « Unemployed Pick New Committee », *The Montreal Daily Star*, 14 février 1921, p. 23.

<sup>186</sup> « Chronique ouvrière », *La Patrie*, 8 avril 1921, p. 7.

<sup>187</sup> « Chronique ouvrière, Donnons au sans-travail les moyens de vivre », *La Patrie*, 14 février 1921, p. 7.

<sup>188</sup> « Would dishonor ex-service men », *Montreal Star*, 13 février 1921, p. ?

<sup>189</sup> « Railroaded », *OBU Bulletin*, 19 mars 1921, p. 1.

<sup>190</sup> « Workers Urged to Protest », *OBU Bulletin*, 21 mai 1921, p. 1. « Un sursis pour un déporté », *La Patrie*, 8 juin 1921, p. 3; « Une étrange situation pour ce prévenu », *La Patrie*, 13 juin 1921, p. 3; « Annulation de recours est prononcée », *La Patrie*, 15 juin 1921, p. 3; « Reid sera déporté », *La Patrie*, 17 juin 1921, p. 12.

<sup>191</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to The Officer Commanding, RCM Police, Montreal, 9 avril 1921.

<sup>192</sup> Kealey et Whitaker, *RCMP Security Bulletins*, p. 293-294

---

<sup>193</sup> Ivan Avakumovik, *The Communist Party in Canada : a history*, Toronto, McClelland and Stewart, 1975, p. 18.

<sup>194</sup> *Ibid.*

<sup>195</sup> Ian Angus, « A Party of a New Type – The Socialist Party of Canada and the Birth of Canadian Communism », <http://www.socialisthistory.ca/Docs/History/Party-New-Type.htm> (consulté le 8 juillet 2012).

<sup>196</sup> Margolese serait également le secrétaire de la section montréalaise des Friends of the Soviet Union. À ce sujet, voir : *Russian Famine Relief Bulletin*, 1, 1 (15 novembre 1921), p. 3, sur le site <http://www.marxisthistory.org> (consulté le 21 février 2012).

<sup>197</sup>

[http://www.socialisthistory.ca/Docs/Leninist/Knight\\_21.htm](http://www.socialisthistory.ca/Docs/Leninist/Knight_21.htm) (consulté le 10 juillet 2012).

<sup>198</sup> Enid Lawrence, « Reception for Comrade Knight », *The Workers' Guard*, 29 octobre 1921, p. 4.

<sup>199</sup> RG 146, 92-A-00012, RCMP, Jewish Communist Party, Montréal, 6 décembre 1921, p. 1-3.

<sup>200</sup> *The Workers' Guard*, 12 novembre 1921, p. 3.

<sup>201</sup> Dans un article du journal *The Workers' Guard* daté du 17 décembre 1921 (p. 4), Michael Buhay admet que les efforts pour amener les militants francophones à s'impliquer dans le nouveau parti ont échoué : « Our difficulty is French-Canadians who are Reds, we cannot get them to work, they think that all we need do is to sing the Internationale three times every Sunday ». Il faudra attendre 1927 avant qu'un nombre significatif de militants canadien-français ne se joigne au Parti communiste. Par ailleurs, le journal *Le Peuple* rapporte que Saint-Martin et un groupe de militants francophones organisent des activités publiques hebdomadaires tout au long de l'automne 1922 à Montréal. Sous différents chapeaux, ils poursuivront sur cette voie jusqu'au milieu des années 1930.

---

<sup>202</sup> Enid Lawrence, « Montreal Labor College Forum », *The Workers' Guard*, 5 novembre 1921, p. 4.

<sup>203</sup> Cette organisation deviendra la section locale du Workers' Party dès le mois de janvier 1922. Voir à ce sujet : « News of the W.P. of C. », *The Workers' Guard*, 7 janvier 1922, p. 1.

<sup>204</sup> Louise Watson, *She never was afraid*, Toronto, Progress Books, 1975, p. 13.

<sup>205</sup> David J. Bercuson, *Fools and Wise Men : The Rise and Fall of the One Big Union*, Toronto, McGraw-Hill Ryerson, 1978, p. 231.

<sup>206</sup> RG146, 92-A-00012, F.W. Zaneth to RCMP, Amalgamated Clothing Workers, Montreal, Que., 18 novembre 1921, p. 1.

<sup>207</sup> A. Losovsky, *Programme d'Action de l'Internationale Syndicale Rouge*, Éditions Drapeau Rouge, Montréal, 1977 (1921), p. 71-76.

<sup>208</sup> *Le Travailleur - The Worker* : 7000 copies; *Montreal Shopman* : 15 000 copies.

<sup>209</sup> « Avis aux bûcheron », *Le Travailleur-The Worker*, 1<sup>er</sup> décembre 1920.

<sup>210</sup> Le recours à la grève fait partie des thèmes récurrents qu'on retrouve dans les différents moyens d'agit-prop utilisés par les militants de l'OBU. Au mois de juin 1920, alors que l'OBU connaît un développement rapide, Rebecca Buhay prend la parole lors d'une rencontre du syndicat et invite les membres de l'OBU à utiliser directement la grève comme moyen pour donner plus de visibilité à l'organisation. À ce sujet, voir : RG24, 4472, Lt. Colonel G.E.B. to Lt. Colonel P.E. Davis, 26 juin 1920, p. 1.

<sup>211</sup> Bercuson, *Fools and Wise Men*, p. 161.

<sup>212</sup> La dernière mention que nous avons retrouvée d'une section de l'OBU à Montréal est datée du 12 novembre 1921 dans le journal torontois *The Workers' Guard* (p. 3). On y fait état de l'appui de la Metal Trade Unit au Labor College.

# L'âge d'or du Service forestier de l'Union catholique des cultivateurs, 1951-1970

---

**Mathieu Cordeau**

---

L'histoire du Québec est fortement liée à l'exploitation de ses ressources naturelles, des fourrures à l'heure de la colonisation, aux minerais et à la foresterie à l'ère industrielle. Cette dernière a été le moteur économique de l'arrière-pays et a permis d'étendre le peuplement dans les régions éloignées des grands centres qui longent principalement le fleuve Saint-Laurent. Bien que l'exploitation de cette richesse se fasse sur l'ensemble du territoire nord-américain, le monde forestier se développe d'une façon différente au Québec du reste du continent. Que ce soit le mode de développement, le type de rémunération ou même les conditions des travailleurs du bois, l'industrie forestière québécoise revêt un caractère distinctif. Cette différence semble émerger de plusieurs variables dont l'origine ne se situe pas simplement dans le cadre économique, mais aussi dans les domaines du politique et du social. Au centre de cette spécificité québécoise se trouve l'Union catholique des cultivateurs (UCC), le syndicat agricole le plus puissant du territoire, qui étend ses activités dans le monde forestier au milieu des années trente pour protéger les bûcherons canadiens-français. Dans la présente recherche, il est essentiellement question d'exposer les années importantes d'activité en forêt de l'UCC à partir de 1951, date de la signature de la première vraie convention collective

entre l'industrie forestière et un syndicat, jusqu'à 1970, année de la fondation de la Fédération des producteurs de bois qui permet à l'UCC, avec ce syndicat affilié, de représenter davantage les producteurs de bois plutôt que les travailleurs salariés.

Toutefois, avant de traiter plus amplement du syndicalisme, il paraît judicieux de présenter l'UCC, ses motivations et ses buts dans l'aventure sylvestre, ainsi que le chemin historique particulier où elle a évolué avant l'année 1951. L'Union catholique des cultivateurs est fondée en 1924 dans le but de défendre les intérêts des cultivateurs catholiques canadiens-français contre les caprices du marché, dont le facteur le plus marquant pour les cultivateurs de cette époque est la chute des prix agricoles suite à la Première Guerre mondiale. Malgré des débuts difficiles, le syndicat réussit à s'imposer dans le monde rural en formant des coopératives agraires qui permettent aux agriculteurs de vendre leurs produits agricoles à des prix décents sur le marché. L'objectif est donc de regrouper les agriculteurs pour passer de l'économie domestique à l'économie de marché<sup>1</sup>. En 1929, le syndicat agricole se dote d'un hebdomadaire, *La Terre de chez nous*, dans le but d'informer les cultivateurs, mais aussi de leur donner une voix par le biais d'un média.

L'élément déclencheur qui pousse l'UCC à s'investir dans le domaine forestier est la première grève dans l'industrie du bois en 1933 survenue dans les camps de coupe de la Canadian International Paper autour de la ville de Rouyn. Ce débrayage n'a aucune incidence immédiate puisqu'elle ne dure que trois jours, après quoi des bûcherons canadiens-français sont mis aux arrêts et emprisonnés. Le discours officiel des autorités est de mettre l'accent sur la présence « d'agitateurs étrangers » membres de la Ligue d'unité ouvrière, affiliée au Parti communiste du Canada, comme cause principale de l'arrêt de travail. On peut ainsi justifier l'utilisation de moyens coercitifs pour juguler le mouvement. Mais il semble en réalité que l'action de ces agents provocateurs sur le terrain soit beaucoup moins importante. En effet, l'origine de ce conflit est plutôt une conjoncture socio-économique spécifique à la région. La crise économique a rendu nécessaire pour les agriculteurs de chercher un revenu supplémentaire en travaillant comme bûcheron. De plus, une baisse du prix de la pulpe et le recours plus important à la soustraction affectent aussi les conditions des travailleurs forestiers<sup>2</sup>. C'est pour cette raison que le conflit est essentiellement dirigé par des Canadiens français qui occupent la totalité de l'exécutif du syndicat lors de la grève<sup>3</sup>. Il est risqué de lier la grève au Parti communiste canadien puisque les revendications sont principalement d'ordre salarial et non politique. En revanche, il est évident qu'ils ont reçu du support de cadres communistes ontariens<sup>4</sup>.

Néanmoins, la présence importante de cultivateurs canadiens-français dans un débrayage où circulent des opinions séditieuses inquiète considérablement les autorités ecclésiastiques québécoises. Elles décident alors de donner à l'UCC le mandat de s'occuper de la syndicalisation des

bûcherons. D'ailleurs, ces derniers, essentiellement issus du monde agricole et recherchant un salaire complémentaire durant la saison morte, font partie du bassin de recrutement traditionnel de l'UCC. De plus, le caractère saisonnier du travail des ouvriers forestiers et leur méconnaissance des dynamiques des relations de travail propres à l'univers industriel les rendent plus vulnérables aux exigences des grandes entreprises de pulpe et papier. Toutefois, la participation de l'UCC à l'organisation des travailleurs en forêt sert aussi un but non officiel : celui d'empêcher la prise en charge de la syndicalisation des bûcherons par des syndicats communistes. Le clergé catholique craint la contamination du monde rural par des idées subversives lors du retour des ouvriers forestiers dans leurs communautés<sup>5</sup>. C'est donc dans la perspective de chapeauter cette zone de contact entre la vieille société agricole et l'univers industriel que l'implication de l'UCC en forêt revêt un caractère spécifique. Or, même s'il y a une incongruité dans la culture syndicale d'une organisation de cultivateurs avec des activités de nature industrielle, l'UCC réussit quand même à se tailler une place importante dans l'organisation des travailleurs de l'exploitation forestière au Québec.

### **Les obstacles à la syndicalisation en forêt**

Néanmoins, le Service forestier de l'UCC aura de la difficulté à se tailler une place dans la syndicalisation des travailleurs forestiers : il ne détiendra qu'entre 10% et 15% de ces travailleurs pour la période qui nous intéresse<sup>6</sup>. Toutefois, quoique cela se fasse passablement tard, il réussit un coup de maître le 18 septembre 1951 en obtenant la première convention collective de toute l'histoire du Québec entre une compagnie forestière [Price Brothers Cie] et un syndicat

représentant les bûcherons<sup>7</sup>. Cet événement vient accorder à l'UCC une image de respectabilité dans le monde syndical sylvicole, car elle devient capable d'améliorer concrètement les conditions de travail des bûcherons. De plus, cela leur donne un gigantesque coup de publicité qui fait augmenter considérablement le nombre d'adhérents<sup>8</sup>. Ainsi, le directeur du Service forestier, Samuel Audette, pense, à juste titre, qu'il aurait été préférable que cette convention collective soit signée après la grève de Rouyn à la *Canadian International Paper* en 1933<sup>9</sup>. L'entente du 18 septembre 1951 est l'aboutissement d'une quinzaine d'années de militantisme syndical en forêt. Mais les problèmes ne disparaissent pas magiquement après la signature de l'accord : deux ans plus tard, l'UCC réussit encore difficilement à faire respecter les termes de la convention sur les chantiers de la Price Brothers Cie<sup>10</sup>. Ce problème est révélateur des nombreux obstacles rencontrés pour organiser les ouvriers de la forêt.

L'une des plus grandes difficultés liées à la syndicalisation est la vie dans les campements. Effectivement, les camps sont éloignés les uns des autres sans avoir de réels moyens de communication entre eux et sont habités par environ une douzaine de bûcherons au cours de l'hiver. Cela signifie qu'il est très difficile d'établir des liens entre eux et de former concrètement une conscience collective nécessaire à la propension du syndicalisme. C'est moins le cas dans le Nord de l'Ontario, car les entrepreneurs regroupent les bûcherons dans de grands campements prévus pour 50 à 125 travailleurs afin d'économiser sur la construction des voies de transport du bois<sup>11</sup>. Les conditions hygiéniques et l'insalubrité des camps québécois font dire au directeur du Service forestier, Samuel Audette, que les entrepreneurs sont de

véritables « Séraphins »<sup>12</sup>. Ces conditions sont caractéristiques des bûcherons canadiens-français selon les journaux ontariens. On explique qu'il est dans leur nature de pouvoir accepter des conditions de vie misérables. D'ailleurs, un épisode est relevé dans les pages de *La Terre de chez nous*, où des bûcherons américains dans le Maine refusent de partager les mêmes campements que les Canadiens français parce qu'ils acceptent des milieux insalubres<sup>13</sup>. Par ailleurs, le problème des conditions de vie dans les camps ne date pas des années cinquante : la revendication pour interdire les lits à deux étages et pour l'uniformisation des lits à un étage est débattue depuis 1932 sans que de réelles améliorations aient été apportées, encore en 1956<sup>14</sup>. Cependant, pour l'UCC, la dispersion des membres sur le large territoire est une difficulté surmontable puisqu'elle ressemble sensiblement à l'éparpillement des cultivateurs en milieu rural.

Il n'y a pas que des raisons d'éloignement et de conditions de vie qui sont des obstacles à la syndicalisation : l'homogénéité ethnique de la main d'œuvre est un autre facteur. La très grande majorité des bûcherons sont presque tous des cultivateurs ou fils de cultivateurs canadiens-français catholiques. Ce manque de diversité culturelle ne les incite pas naturellement à revendiquer, car leur catholicisme commande le respect de l'autorité. Selon Ian Radforth, les bûcherons francophones sont justement appréciés pour leur docilité, leur tendance à se contenter d'un confort minimal et leur habileté au travail manuel. C'est ce qui en ferait les meilleurs bûcherons à l'Est du Canada<sup>15</sup>. Le milieu ontarien est révélateur pour saisir l'impact de la diversité ethno-culturelle sur ce groupe de travailleurs. De 1900 à 1945, dans le Nord de l'Ontario, il se déclenche

181 grèves<sup>16</sup>, alors qu'au Québec, entre 1901 et 1975, il y en a seulement 38<sup>17</sup>. Et si on isole le Nord-Est ontarien, 88 grèves sont déclenchées de 1901 à 1945<sup>18</sup> alors qu'au Québec, il y a à peine 38 débrayages pendant une période de soixante-quatorze ans<sup>19</sup>. Il apparaît qu'une plus grande diversité culturelle favorise davantage le développement d'un sentiment revendicateur que lorsque que le groupe de travailleurs est homogène. Pour l'UCC, c'est justement la force des bûcherons canadiens-français de pratiquer la religion catholique, car cette solidarité lui permettra de les regrouper plus facilement.

Une autre spécificité dans l'industrie forestière québécoise est la rémunération à la pièce. Instaurée dans les années trente pour corriger une « crise organisationnelle », qui sévit à la suite de la Première Guerre mondiale, elle remplace l'ancien mode de rétribution hebdomadaire ou mensuel. En effet, la modernisation de l'industrie soutenue par la Guerre va rendre l'industrie papetière plus efficiente et provoquer une chute du prix du papier, ce qui va favoriser la large diffusion de la presse écrite. Inversement, cela a des conséquences néfastes dans le domaine forestier, car les ouvriers les plus qualifiés se tournent vers les manufactures de pâtes et papier, où les salaires et les conditions de travail sont meilleurs. Dès lors, l'embauche de travailleurs forestiers inexpérimentés va générer une chute de la productivité. Pour l'améliorer, les employeurs ont recours à la rétribution à forfait<sup>20</sup>. Cette méthode de rémunération permet de motiver les travailleurs qui veulent gagner le plus d'argent possible et se révèle profitable pour l'employeur qui peut encaisser de meilleurs profits<sup>21</sup>. Pourtant, pour la vaste majorité des bûcherons, cette nouvelle méthode de rétribution leur est plutôt désavantageuse et rares sont ceux qui réussissent vraiment à

améliorer leur sort de cette façon. De plus, la rémunération à forfait les incite à compétitionner entre eux, ce qui ne favorise aucunement une atmosphère propice à la syndicalisation. Elle est une cause importante de l'échec de plusieurs syndicats venus du secteur manufacturier qui ont tenté de syndiquer les bûcherons en forêt. Cependant, l'Union catholique des cultivateurs ne la remet jamais en cause. Elle préfère plutôt exiger une hausse de rémunération sur le prix de la corde de bois coupé, ce qui permet, selon elle, de rétribuer à sa juste valeur le bon bûcheron travaillant et de défavoriser le paresseux. Cela correspond aux idées réformatrices de l'UCC qui ne veut pas changer le système, mais plutôt améliorer le sort des bûcherons avec des bonifications ponctuelles.

Contrairement aux autres régions forestières d'Amérique du Nord, le Québec possède à cette époque une main-d'œuvre en forêt qui n'est pas spécialisée et presque entièrement saisonnière. Les bûcherons canadiens-français sont généralement des cultivateurs qui viennent gagner un salaire complémentaire durant la saison morte en agriculture. Ceux-ci ne se considèrent aucunement comme des travailleurs forestiers à part entière et n'ont pas d'attachement particulier à ce travail. Ils se considèrent avant toute chose comme des cultivateurs. Inversement, en Ontario, une grande partie des ouvriers en forêt sont issus de l'immigration et, pour eux, le travail en forêt est la seule source de revenus. Ils vont donc porter plus d'importance à l'amélioration de leurs conditions de travail<sup>22</sup>.

Cette préséance accordée au travail agricole est révélée, par exemple, dans un article de Samuel Audette, qui se réjouit que la saison tardive de coupe permette aux cultivateurs de terminer leur travail

automnal avant de monter en forêt pour l'hiver<sup>23</sup>. L'aspect agraire des membres de l'UCC est toujours mis de l'avant par rapport à la profession de bûcheron. C'est dans cette optique que le syndicat s'oppose longtemps à l'allongement de la saison de coupe à la période estivale, ce qui désavantagerait évidemment les cultivateurs. Son point de vue change dans la première moitié de la décennie 1960, alors que le Service forestier met une part non négligeable de ses efforts à vanter son projet « d'intégration du boisé de ferme à l'économie rurale »<sup>24</sup>.

Le dernier grand obstacle à la syndicalisation des ouvriers forestiers au Québec est le haut taux de désertion et de roulement de la main d'œuvre. Les propagandistes du Service forestier de l'UCC parlent de la « grande plaie de l'industrie forestière », soit la grande mobilité des bûcherons entre les différents chantiers de coupe créant de l'instabilité dans l'embauche et même dans le fonctionnement de ce secteur économique<sup>25</sup>. Les travailleurs forestiers n'étant pas attachés à un employeur par contrat, ils magasinent le chantier à la recherche d'un emploi mieux rémunéré. Cette situation, selon la direction de l'UCC, fait perdre aux Canadiens français leur réputation de « meilleurs bûcherons du monde » parce qu'ils ne sont aucunement assidus et trop mobiles. Selon Samuel Audette, cette vie de nomade passée à magasiner son emploi pendant l'hiver a pour conséquence de retourner chez soi sans aucun sou puisque celui qui ne se plaît pas à un endroit ne se plaira pas plus dans un autre. De plus, il évoque que les lacunes dans l'enseignement de bonnes valeurs aux jeunes<sup>26</sup> a pour conséquence une faiblesse de la productivité de l'industrie forestière québécoise en Amérique du Nord, ce qui justifierait selon lui le maintien de la rémunération

forfaitaire<sup>27</sup>. Ce discours moraliste, qui tente de culpabiliser la supposée indiscipline des bûcherons, évite de jeter un regard sur les problèmes structurels de cette industrie.

### **L'UCC et le bûcheron-ouvrier**

La particularité de l'action de l'Union catholique des cultivateurs en forêt est d'avoir tenté d'y introduire un syndicalisme catholique, dont la division confessionnelle est un facteur qui divise la force du mouvement syndical selon la religion<sup>28</sup>. Le modèle de syndicalisme catholique cadre plutôt mal à l'intérieur d'un monde industriel forestier, car il conçoit d'abord les relations de travail sous un angle moral et religieux<sup>29</sup>. L'UCC, dont l'essentiel de ses effectifs se trouve en milieu agricole sans contact avec l'industrie, conserve un caractère catholique plutôt orthodoxe<sup>30</sup> avec une affection particulière pour rejeter les discours subversifs et veiller à la moralité catholique dans les chantiers<sup>31</sup>. Parallèlement, l'autre grand syndicat catholique, la Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC), se rend compte quelques années après sa fondation, en 1918, qu'une observance rigoureuse des principes doctrinaires du type de syndicalisme auquel elle se réclame limite, plus souvent qu'autrement, les possibilités de gains concrets pour les travailleurs<sup>32</sup>. Elle décide alors de greffer à ses objectifs moraux « la défense des intérêts professionnels des travailleurs »<sup>33</sup>. Son action syndicale emprunte aux pratiques des syndicats internationaux venus des États-Unis puisque le patronat reçoit les syndicats catholiques avec la même hostilité. Bien que la CTCC prône officiellement la bonne entente, ses syndicats affiliés commencent dès les années 1920 à introduire la notion de rapport de force lors des négociations et ils prennent leur distance avec les principes rigides de l'Église<sup>34</sup>, plus particulièrement



en ce qui a trait aux moyens d'action. Cependant, ce n'est qu'avec la déconfectionnalisation de la CTCC en 1960 que les principes moraux de l'Église catholique disparaissent totalement.

Le type de syndicalisme prôné par l'UCC est plus doctrinal, opposé à toute forme de remise en question des principes avancés par la hiérarchie, car ils sont l'œuvre de Dieu. En pratique, les syndicats affiliés à l'UCC ne cherchent pas à utiliser la confrontation dans les relations patronales et ouvrières, même si cela est parfois nécessaire pour régler des différends avec les compagnies. Leur objectif ultime est plutôt la recherche d'harmonie entre les acteurs sociaux<sup>35</sup>. Le directeur du Service forestier, Samuel Audette, se vante ainsi dans un bilan des activités syndicales en forêt en 1953 que l'UCC réussit à faire des gains pour les bûcherons simplement avec une attitude conciliante : « À plus d'une reprise l'UCC a joué son rôle sans bruit, sans bataille, sans soulèvement des bûcherons contre les employeurs. Elle a réussi à obtenir des modifications considérables dans la législation »<sup>36</sup>. La stricte observance des principes de la doctrine sociale de l'Église lui apparaît comme une méthode gagnante même dans la pratique syndicale.

Par ailleurs, c'est dans cet esprit que la grève selon le type de syndicalisme pratiqué par l'UCC ne doit pas être employée. Si ce moyen devient nécessaire, ce sera qu'en dernier recours et sans trop d'agressivité : « la solution aux conflits du travail devait être recherchée par la conciliation et l'arbitrage »<sup>37</sup>. Néanmoins, dans le cas de d'autres unions, comme la CTCC, l'utilisation du débrayage comme mesure de dernier recours peut se faire<sup>38</sup>. Pour l'UCC, le premier grand coup dans le monde forestier est d'avoir réussi à signer

une convention collective avec une grande compagnie, un moyen qu'elle a peu utilisée. C'est pourquoi la première convention collective n'arrive qu'en 1951, soit environ dix-sept ans après la création du Service forestier<sup>39</sup>. Selon le directeur du Service forestier, cette méthode « [...] est plus avantageuse, à longue échéance, d'essayer dans toute la mesure du possible de collaborer plutôt que de batailler »<sup>40</sup>. L'UCC ne mise donc pas sur un rapport de force pour mener les négociations, compte tenu du caractère provisoire du métier de bûcheron; elle préfère plutôt la bonne entente et la conciliation.

L'UCC met tout ce qui est en son pouvoir pour arriver à un accommodement pour éviter l'éventualité d'une grève. L'exemple clé est la menace de débrayage en octobre 1962 contre la Price Brothers Cie alors que les bûcherons s'étaient prononcés à 85,3% en faveur d'une grève<sup>41</sup>. Or, dans la nuit précédant l'arrêt de travail, la compagnie conclue de justesse une entente avec l'UCC, annulant de ce fait la grève imminente. Le contrat de travail est considéré comme étant très avantageux pour les bûcherons du Québec<sup>42</sup>. Pour la période étudiée, cette menace de débrayage est significative puisque c'est la seule mentionnée par son périodique, *La Terre de chez nous*. Tous les autres désaccords se règlent généralement par la conciliation.

Cette aversion que cultive l'Union catholique des cultivateurs pour les débrayages se transpose aussi dans le silence de son périodique sur des grèves qui impliquent pourtant ses propres membres. Ainsi, le 17 novembre 1965, on annonce que deux grèves viennent de prendre fin, dont une chez Price Brothers Cie où l'UCC en sort grande victorieuse avec une pléthore de gains importants pour les ouvriers, dont l'application de la formule Rand<sup>43</sup>. Pourtant,

il n'en a jamais été fait mention dans les numéros précédents. De même, dans la deuxième moitié des années soixante, le journal annonce la fin de plusieurs débrayages sans que soient évoqués les débuts et les raisons de ces conflits. C'est le cas encore en décembre 1966 d'un débrayage à la Price Brothers Cie à Rimouski : cette grève commencée le 17 octobre précédent n'a jamais été relatée dans les pages de *La Terre de chez nous*<sup>44</sup>. Dès lors, il semble qu'annoncer les grèves seulement lorsqu'elles se terminent avec des gains sert idéologiquement l'UCC qui peut montrer qu'elle recourt à la grève de façon exceptionnelle et que ces conflits sont toujours couronnés de succès.

Par ailleurs, le succès du syndicat agricole en forêt ne vient pas seulement de sa capacité à se faire entendre du gouvernement, mais provient surtout du fait d'être parvenu à s'implanter dans un milieu industriel où l'individualisme est roi, notamment, parce que le type de syndicalisme qu'il professe semble beaucoup plus familier aux yeux des bûcherons-cultivateurs canadiens français que le discours ouvrier des syndicats internationaux, présenté comme étant « étranger »<sup>45</sup>.

Assurément, le premier but de l'Union catholique des cultivateurs dans son aventure sylvicole était de protéger les fils d'agriculteurs qui partaient en forêt pour gagner un salaire complémentaire. Ce mandat est donné par l'Église en 1934 dans le dessein de les empêcher d'être en contact avec des discours subversifs propagés par les agitateurs des syndicats communistes et d'éviter alors que les travailleurs infestent les campagnes à leur retour au printemps. Cet encadrement se double d'une volonté d'éducation des ouvriers forestiers. Il apparaît nécessaire de maintenir ces

travailleurs, loin de leur communauté, dans un cadre moralement sain. C'est dans cette optique que Mgr. Desrochers, à Saint-Jean-Port-Joli, va remettre les travailleurs à l'ordre en stipulant que c'est à l'UCC de faire l'éducation morale des bûcherons parce que dans les campements forestiers ils sont exposés à la boisson, aux histoires obscènes et aux blasphèmes<sup>46</sup>.

Cependant, cette mission éducatrice va s'essouffler avec le déclin du modèle bûcheron-cultivateur. Auparavant, les fils d'agriculteurs allaient chercher en forêt un revenu complémentaire pour financer l'achat d'un nouvel équipement agricole ou pour rembourser des dettes, mais avec la mécanisation de la profession, ceux-ci ne pourront plus accéder à cet emploi. En effet, cela devient onéreux d'être travailleur forestier puisqu'il faut défrayer seul l'achat et l'entretien de la tronçonneuse alors que le travail octroie un salaire moindre qu'autrefois<sup>47</sup>. De surcroît, la possibilité de faire de la coupe en forêt durant toute l'année grâce à la machinerie engendre la spécialisation des travailleurs forestiers et ne permet plus aux cultivateurs de travailler simultanément dans leur champ l'été et en forêt pendant la saison morte. Ainsi, certains vont décider de devenir bûcherons à temps plein. Ces changements provoquent une réorientation du discours de l'UCC vis-à-vis des ouvriers forestiers et l'on commence de plus en plus à parler de producteurs de bois : le bûcheron salarié devient un petit entrepreneur. L'organisation entame dès lors l'abandon progressif de la rhétorique revendicatrice ouvrière, un argumentaire qui cadrerait mal avec l'essence catholique du syndicat.

### **L'UCC et le producteur de bois**

La fin du modèle de bûcheron-cultivateur survient avec l'arrivée de la mécanisation et

de la spécialisation de la profession de travailleur forestier. En effet, le prolongement de la saison de coupe à l'année longue rend impossible pour l'agriculteur de continuer à aller chercher ce revenu complémentaire en forêt durant l'hiver. Bien que cette pratique ne soit pas encore réglementée, certains vont commencer à couper du bois sur leurs propres terres pour ensuite le vendre à des compagnies de pulpe. L'appui de l'UCC envers ce mode de sous-traitance par un petit producteur est né d'une volonté de diminuer les intermédiaires dans la production du bois de pulpe<sup>48</sup>, plus spécifiquement le statut d'acheteur de bois, et d'instaurer un crédit forestier. Calqué sur le même modèle que le crédit agricole, le crédit forestier a pour but de permettre à des agriculteurs de s'acheter des terres à bois<sup>49</sup>. Ce modèle devient par la suite l'un des principaux « cheval de bataille » du Service forestier de l'UCC durant la décennie 1960. Or, l'organisme devra pendant plusieurs années faire face à de l'obstruction de la part du gouvernement, puisque ce dernier ne semble pas partager le même enthousiasme que le syndicat dans la création d'une compétition additionnelle dans le marché du bois en moussant l'option des producteurs de bois de pulpe<sup>50</sup>.

Parallèlement, l'alternative présentée par l'UCC à l'exploitation de la forêt et des bûcherons par les grandes compagnies est celle des chantiers coopératifs. Visiblement mal à l'aise avec le discours ouvrier, mais incapable de devenir un chantre du capitalisme, le syndicat agricole tente une solution mitoyenne, soit le modèle coopératif<sup>51</sup>. L'UCC vante son modèle en disant que le bûcheron « prend les risques de l'entreprise, mais il en partage les revenus »<sup>52</sup>. Or, le problème avec ce modèle, c'est qu'il est très rarement rentable : un seul vrai exemple d'un chantier

coopératif réellement lucratif est évoqué dans les pages de *La Terre de chez nous* entre 1951 et 1970, à Lac Bouchette au Saguenay<sup>53</sup>. Plusieurs autres exemples de chantiers coopératifs ont été présentés dans l'hebdomadaire, mais ceux-ci étaient tous déficitaires ou en mode survie. Une des raisons qui explique son échec est la législation provinciale qui avantage plutôt les compagnies. Dès lors, l'UCC fait pression sur le gouvernement pour privilégier l'accès aux terres publiques pour les chantiers coopératifs dans son mémoire annuel adressé au Conseil des ministres en 1962<sup>54</sup>. Pourtant, bien que cela excède la période étudiée, ce n'est que dans les années soixante-dix que les coopératives forestières connaîtront du succès. En 1972, le Comité des Associations coopératives forestières du Québec estime un chiffre d'affaire de 18 millions de dollars pour l'ensemble de la province, ce qui semble présenter un avenir prometteur pour ce modèle d'exploitation<sup>55</sup>.

En 1962 l'UCC formule clairement sa demande au gouvernement d'instaurer un crédit adapté à la ferme sylvicole individuelle et à la coopérative forestière<sup>56</sup>. De plus, elle réclame une décentralisation de l'industrie forestière pour permettre à ses nouveaux protégés, les producteurs de bois de pulpe, de pouvoir plus facilement s'intégrer au marché. Pour appuyer cette demande, on présente en exemple, un an plus tard, en juin 1963, la politique du gouvernement suédois qui a octroyé à sa population 61% de la forêt<sup>57</sup>. Cela démontrerait que la redistribution des terres publiques peut provenir d'une volonté politique et non d'un quelconque déterminisme économique. Parallèlement, en 1962, les représentants de l'UCC proposent un changement de vocable pour désigner le travailleur en forêt : le terme bûcheron, trop péjorativement connoté, est

changé pour le terme forestier<sup>58</sup>.

Par la suite, tout au long de la décennie 1960, l'UCC met une grande partie de son énergie à faire reconnaître « l'intégration du boisé de ferme à l'économie rurale ». Cette notion est présente dans le mémoire adressé au Conseil des ministres en janvier 1962. L'argument principal évoqué est que la cession d'une partie des terres publiques aux agriculteurs de paroisses pauvres qui sont à proximité de ces forêts a pour effet de diversifier leurs activités économiques et de leur procurer une nouvelle source de revenu<sup>59</sup>. En automne de cette même année, avec un parfum de grève à la compagnie Price Brothers, l'UCC invective le gouvernement sur son laxisme dans le dossier des concessions forestières. Elle dénonce une concurrence déloyale des grandes entreprises qui s'approvisionnent directement sur les terres publiques, ne laissant aux producteurs de bois de pulpe que de vilains résidus<sup>60</sup>. Ainsi, en décembre 1962, un article du journal fait état d'un exemple de revenu tiré d'une terre à bois privée pour sensibiliser les lecteurs à cette alternative qui est plus lucrative pour les agriculteurs que de vendre le bois à un acheteur<sup>61</sup>. La même édition de l'hebdo présente le revers des producteurs de bois du Bas-du-Fleuve devant les tribunaux à l'avantage des grandes industries. On veut ainsi souligner la complicité du gouvernement avec les entreprises de pâtes et papiers<sup>62</sup>.

D'ailleurs, en mars 1963, sous le titre : « intégration de la forêt à l'économie rurale », le journal présente le cas d'un chantier coopératif de la paroisse de Laferrière au Saguenay qui veut reprendre les anciennes concessions de coupe de la défunte entreprise *Quebec Pulp*. On y précise la nécessité de l'appui

gouvernemental à un tel projet pour ne pas reproduire une seconde fois l'échec dans les paroisses de Ferland et Boileau, où les permis ont été octroyés à des contracteurs extérieurs avec pour conséquence aucune retombée économique locale<sup>63</sup>. En outre, en mai 1963, l'Office des producteurs de bois de pulpe du Saguenay annonce le début d'une grande enquête qui aura pour but d'étudier les gains réels de l'exploitation d'une terre à bois privée pour le petit producteur<sup>64</sup>.

L'attention portée à « l'intégration de la forêt à l'économie rurale » va tranquillement prendre toute la place dans le discours officiel de l'UCC, si bien que l'attention envers le travail des bûcherons s'estompe au courant des années soixante. Alors que se produit une transformation majeure du milieu forestier grâce à la mécanisation, les travailleurs forestiers ont plus que jamais besoin d'un appui de l'UCC pour les représenter face aux grandes compagnies. Néanmoins, comme les fils de cultivateurs sont de moins en moins nombreux pour aller travailler en forêt, il y a une baisse d'intérêt marquée du syndicat à représenter activement les bûcherons. Cette conjoncture se vérifie par la diminution du nombre d'articles dans l'hebdo portant sur les travailleurs forestiers salariés. De surcroît, il ne faut pas oublier que simultanément se produisent des transformations importantes dans le milieu agraire, domaine d'intérêt principal de l'UCC, alors que les agriculteurs deviennent des producteurs agricoles branchés sur de nouveaux marchés.

Reflète de cette nouvelle conjoncture, le 3 avril 1970 annonce le divorce entre l'UCC et son Service forestier avec la fondation de la Fédération des producteurs de bois du Québec ayant comme président l'ancien directeur du

Service forestier, Henri-Paul Gagnon<sup>65</sup>. Cette séparation vient mettre fin à trente-six ans de militantisme syndical forestier de l'UCC. La création d'une nouvelle organisation spécialisée, ayant pour seul objectif la défense des petits producteurs de bois, est significative de la transformation de la profession de travailleur forestier. Bien que la Fédération des producteurs de bois soit affiliée à l'UCC, cette dernière se concentre sur les problèmes agraires des agriculteurs qui veulent ajouter à leur revenu en faisant de la coupe de bois. Gage d'une certaine réussite, la Fédération des producteurs de bois du Québec existe encore de nos jours et est toujours associée à l'Union des producteurs agricoles<sup>66</sup>.

\*\*\*\*\*

En somme, une bonne partie du succès de l'Union catholique des cultivateurs dans son dessein de syndiquer les bûcherons vient du fait que cet organisme était parfaitement bien adapté à la situation ethno-culturelle québécoise et qu'il chapeautait exactement les mêmes individus l'hiver en forêt que dans les champs en période estivale. L'UCC réussit à s'introduire dans un monde dominé par une dynamique industrielle, car son type de syndicalisme répond plutôt bien au système agro-forestier québécois. Les obstacles sont multiples à l'acclimatation d'un syndicat dans la forêt québécoise à cause de l'éparpillement des effectifs forestiers, d'une trop forte homogénéité ethnique, du mode de rémunération à forfait, du caractère temporaire de l'emploi et du haut taux de roulement de la main d'œuvre. Tous des facteurs compliquent la tâche aux syndicats ouvriers en milieu urbain. La constatation est d'autant plus manifeste lorsqu'on compare l'expérience syndicale dans l'industrie forestière au Québec avec le cas ontarien, où le cheminement donne des résultats assez différents. Il faut aussi noter

que cette différence n'est pas seulement due à la forte présence du syndicalisme catholique au Québec ni à sa relative absence en Ontario, mais plutôt à une pléthore d'éléments socio-économiques, ethno-culturels et législatifs.

Le grand coup qui donne à l'UCC une image respectable est la signature, en 1951, de la première convention collective dans le domaine forestier de l'histoire du Québec. Dès lors, le syndicat agricole attire beaucoup d'adhérents, car il semble être le seul à réellement pouvoir procurer des avantages concrets aux bûcherons. C'est une approche propre au syndicalisme catholique pratiquée par l'UCC qui a permis de créer ce précédent. En n'agissant pas comme les autres syndicats, elle a pu être acceptée des bûcherons canadiens-français catholiques et faire des gains concrets pour ces derniers. Il faut aussi se remémorer que le but intrinsèque de l'association était de protéger les fils de cultivateurs partis gagner un salaire complémentaire en forêt et de s'assurer qu'ils gardent une saine moralité. Toujours dans la perspective de défendre les milieux ruraux, l'Union va introduire un modèle d'exploitation mitoyen en remplacement de la méthode capitaliste : le chantier coopératif. Ce prototype a une existence mouvementée, souvent plutôt au bord de l'échec, et ne représente pas une véritable solution de rechange à ce qui se fait à cette époque en forêt.

Parallèlement, la spécialisation et la mécanisation de la profession vont rapidement éliminer le modèle agro-forestier traditionnel au Québec en faisant de certains fils de cultivateurs des travailleurs forestiers de métier. C'est au crépuscule de la décennie 1960 que prend fin le caractère saisonnier de la coupe de bois. Pour s'adapter à ce changement, l'UCC milite ardemment afin d'introduire

un type d'agriculteur-sylvicole pour palier au tarissement de sa clientèle habituelle en forêt. Ce nouvel entrepreneur producteur de bois est un calque du producteur agricole qui émerge à la même époque, mais au lieu de travailler la terre, celui-ci travaille la forêt. D'ailleurs, dans la deuxième partie des années soixante, l'ouvrier forestier s'efface de plus en plus dans le discours de l'Union pour laisser place au producteur de bois. C'est avec la création d'une association spécialisée affiliée à l'UCC, la Fédération des producteurs de bois de pulpe,

que le syndicat agricole s'affranchit définitivement des considérations forestières. Il serait toutefois grandement pertinent de produire une recherche sur les conséquences de la création de la Fédération des producteurs sur les travailleurs en forêt. Cet angle pourrait s'avérer utile afin de savoir quels sont les chemins qu'emprunteront les bûcherons : travailler sans protection syndicale, s'affilier à un syndicat d'ouvriers ou si les bûcherons deviendront plutôt des producteurs de bois.

## Notes et références

---

<sup>1</sup> Jean-Pierre Kesteman, *Histoire du syndicalisme agricole au Québec UCC-UPA 1924-2004*, Montréal, Boréal, p. 24.

<sup>2</sup> Béatrice Richard, « Péril rouge » au Témiscamingue : la grève des bûcherons, Montréal, RCHTQ, 1993, p. 79.

<sup>3</sup> Ibid, p. 146.

<sup>4</sup> Ibid, p. 147.

<sup>5</sup> « Ce que l'UCC a fait pour les bûcherons », *La Terre de chez nous*, 2 mai 1951.

<sup>6</sup> Jean-Pierre Kesteman, op. cit., p. 264.

<sup>7</sup> Les termes de la convention collective sont expliqués aux bûcherons et à leurs employés, *La Terre de chez nous*, 3 octobre 1951.

<sup>8</sup> À propos de la convention collective de travail, *La Terre de chez nous*, 24 octobre 1951.

<sup>9</sup> La convention collective de travail en forêt, *La Terre de chez nous*, 7 novembre 1951.

<sup>10</sup> La difficulté d'organiser et de faire respecter la convention collective en forêt, *La Terre de chez nous*, 2 décembre 1953.

<sup>11</sup> Ian Radforth, *Bush Workers and Bosses Logging in Northern Ontario 1900-1980*,

---

Toronto, University of Toronto Press, 1987, p. 26.

<sup>12</sup> Les bûcherons sont-ils logés convenablement dans les camps?, *La Terre de chez nous*, 9 décembre 1953.

<sup>13</sup> « Des plaintes au sujet des bûcherons », *La Terre de chez nous*, 9 mars 1955.

<sup>14</sup> « Problème ancien toujours sans solution », *La Terre de chez nous*, 17 octobre 1956.

<sup>15</sup> Ian Radforth, op. cit., p. 33.

<sup>16</sup> Donald Dennie, « Le mouvement ouvrier dans le Nord de l'Ontario : les grèves de 1900 à 1945 » dans *Labour/Le Travail*, vol. 32, 1993, p. 247.

<sup>17</sup> Camille Legendre, *Le travailleur forestier québécois : Transformations technologiques, socioéconomiques et organisationnelles*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 2005, p. 291.

<sup>18</sup> Donald Dennie, op. cit., p. 252.

<sup>19</sup> Camille Legendre, op. cit., p. 291.

<sup>20</sup> Camille Legendre, op. cit., p. 222.

<sup>21</sup> Ibid, p. 217.

<sup>22</sup> Ian Radforth, op. cit., p. 28.

---

<sup>23</sup> « La saison des chantiers bat son plein », La Terre de chez nous, 6 octobre 1954.

<sup>24</sup> « Mémoire au Conseil des ministres de la province de Québec : Intégration de la forêt à l'économie rurale », La Terre de chez nous, 2 janvier 1962.

<sup>25</sup> « Le va-et-vient incessant de la main-d'œuvre d'un camp à l'autre », La Terre de chez nous, 19 octobre 1955.

<sup>26</sup> Ibidem.

<sup>27</sup> « Problème à étudier et à résoudre », La Terre de chez nous, 1er décembre 1954.

<sup>28</sup> Roch Denis et Serge Denis, Les syndicats face au pouvoir. Syndicalisme et politique au Québec de 1960 à 1992, Ottawa, Éditions du Vermillon, 1992, p. 29.

<sup>29</sup> Jacques Rouillard, Histoire de la CSN, 1921-1981, Montréal, Boréal Express, 1981, p. 83.

<sup>30</sup> « L'UCC en forêt : Depuis longtemps au service des bûcherons », La Terre de chez nous, 9 décembre 1953.

<sup>31</sup> « Le diocèse de Ste-Anne prépare un groupe de bûcherons militants sous l'égide de l'UCC », La Terre de chez nous, 1 octobre 1952.

<sup>32</sup> Jacques Rouillard, op. cit., p. 84,

<sup>33</sup> Jacques Rouillard, Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire, Montréal, Boréal, 2004, p. 55.

<sup>34</sup> Jacques Rouillard, Histoire de la CSN, 1921-1981, op. cit., p. 86.

<sup>35</sup> « Le diocèse de Ste-Anne prépare un groupe de bûcherons militants sous l'égide de l'UCC », La Terre de chez nous, 1 octobre 1952.

<sup>36</sup> « L'UCC en forêt : Depuis longtemps au service des bûcherons », La Terre de chez nous, 9 décembre 1953.

<sup>37</sup> Ibid.

---

<sup>38</sup> Jacques Rouillard, Le syndicalisme québécois : deux siècles d'histoire, op. cit., p. 55.

<sup>39</sup> « La convention collective de travail en forêt », La Terre de chez nous, 7 novembre 1951.

<sup>40</sup> « L'UCC en forêt : Depuis longtemps au service des bûcherons », La Terre de chez nous, 9 décembre 1953.

<sup>41</sup> « 85,3% en faveur de la grève! », La Terre de chez nous, 17 octobre 1951.

<sup>42</sup> « Grève évitée de justesse chez Price », La Terre de chez nous, 24 octobre 1951.

<sup>43</sup> « Fin de la grève chez Price Brothers Limitée », La Terre de chez nous, 17 novembre 1965.

<sup>44</sup> « Fin de la grève », La Terre de chez nous, 14 décembre 1966.

<sup>45</sup> Camille Legendre, op. cit., p. 307.

<sup>46</sup> « Le diocèse de Sainte-Anne prépare un groupe de bûcherons militants sous l'égide de l'UCC », La Terre de chez nous, 1er octobre 1952.

<sup>47</sup> « Le bûcheron profite-t-il de la mécanisation en forêt? », La Terre de chez nous, 7 octobre 1959.

<sup>48</sup> « Solution à rebours au sujet de la pulpe », La Terre de chez nous, 16 décembre 1959.

<sup>49</sup> « Pourquoi pas un crédit forestier? », La Terre de chez nous, 3 octobre 1956.

<sup>50</sup> « Au lieu de concurrencer le gouvernement doit aider », La Terre de chez nous, 11 mai 1960.

<sup>51</sup> Camille Legendre, op. cit., p. 289.

<sup>52</sup> « Le bûcheron profite-t-il de la mécanisation en forêt? », La Terre de chez nous, 7 octobre 1959.

---

<sup>53</sup> « 113 000\$ en revenus au chantier coopératif », La Terre de chez nous, 5 septembre 1962.

<sup>54</sup> « Au Conseil des ministres de la province de Québec », La Terre de chez nous, 2 janvier 1962.

<sup>55</sup> « Évolution phénoménale des coopératives forestières », La Terre de chez nous, 12 janvier 1972.

<sup>56</sup> « Au Conseil des ministres de la province de Québec », La Terre de chez nous, 2 janvier 1960.

<sup>57</sup> « En Suède 61% des forêts ont été octroyées aux paysans, au Québec...? », La Terre de chez nous, 19 juin 1963.

<sup>58</sup> « Ce que réclame les bûcherons », La Terre de chez nous, 30 mai 1962.

<sup>59</sup> « Au Conseil des ministres de la province de Québec », La Terre de chez nous, 2 janvier 1960.

<sup>60</sup> « Pas de petite politique avec le bois à pulpe », La Terre de chez nous, 17 octobre 1962.

<sup>61</sup> « Il tient à sa terre à bois », La Terre de chez nous, 12 décembre 1962.

<sup>62</sup> « Sentences arbitrales peu favorables aux producteurs », La Terre de chez nous, 12 décembre 1962.

<sup>63</sup> « Laterrière connaîtra-t-elle le même sort que Ferland et Boileau? », La Terre de chez nous, 13 mars 1963.

<sup>64</sup> « Vaste enquête entreprise sur les boisées de ferme », La Terre de chez nous, 1er mai 1963.

<sup>65</sup> « Naissance de la Fédération des producteurs de bois du Québec », La Terre de chez nous, 8 avril 1970.

<sup>66</sup> Pierre Dubois, Les vrais maîtres de la forêt québécoise, Montréal, Écosociété, 2002, p. 153.



## Histoire orale

### L'histoire des fronts communs de la CSN

---

#### Vimeo

---

Vidéo consacré aux trois premiers fronts communs de la CSN : 1972, 1976, 1979 et aussi les décrets de 1982 et 1983.

Ils sont racontés par Christophe Auger, Claudette Carbonneau, Alain Ferland, Pierre Lachance, Céline Lamontagne et Norbert Rodrigue.

On peut le télécharger sur : <https://vimeo.com/140220940>



**Ralliement à l'aréna Paul-Sauvé de Montréal lors du front commun de 1976. Yvon Charbonneau, président de la CEQ, Louis Laberge, président de la FTQ, Robert Gaulin, Michel Chartrand, Jacques Desmarais, Marcel Pepin, président de la CSN (Montreal Star, Archives nationales du Canada, PA, 116454)**

## Archives

### Inventaire des fonds d'archives portant sur le syndicalisme québécois (CHAT)

---

**Jacques Desmarais**

Secrétaire-trésorier du Centre d'archives et d'histoire du travail

---

*L'Inventaire* (version 2015) est un outil de travail pour les chercheurs et chercheuses s'intéressant au monde syndical. Il est le fruit du travail de deux chercheuses sous la supervision du Centre d'histoire et d'archives du travail : Rachel Couture, auteure de la première mouture de l'inventaire, parue sous forme d'annexe au Rapport de recherche pour l'étude du potentiel archivistique des organisations syndicales au Québec (juillet 2013), et Amélie Roy-Bergeron, pour la révision, la mise à jour et la bonification de la première édition ainsi que l'ajout de la deuxième section consacrée aux archives conservées dans les centrales syndicales, les syndicats et les fédérations.

On peut le télécharger à :

<http://www.archivesdutravail.quebec/CHAT/Publications.html>